

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204765]

10 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région,

Vu le Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1310/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), modifiant le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les ressources et leur répartition pour l'exercice 2014 et modifiant le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil ainsi que les Règlements (UE) n° 1307/2013, (UE) n° 1306/2013 et (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne leur application au cours de l'exercice 2014;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

Vu le Règlement n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242, D.243, D.245 à D.246;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole, les articles 4, alinéa 3, 11, § 2, 18, alinéa 3, 19, § 2, alinéa 2, 25, alinéa 3, 28, alinéa 2, 33, alinéa 5, 41, 43, 44, § 1^{er}, alinéa 2, 45, 46, alinéa 3, 47, alinéa 5, 58, § 2, alinéa 2, et § 3, alinéa 2, 61, 65, § 6, alinéa 2, 71;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 mai 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 septembre 2015;

Vu le rapport du 22 avril 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue les 23 avril 2015 et 18 juin 2015;

Vu l'avis 57.865/2/V du Conseil d'État, donné le 26 août 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du 27 mai 1993 du Gouvernement de la Communauté germanophone relatif à la formation et au perfectionnement des personnes travaillant dans l'agriculture;

Considérant que l'octroi de la garantie publique constitue une aide d'Etat exemptée en application du Règlement n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au

Journal officiel de l'Union européenne le 1/07/2014 sous la référence « JO L 193 du 1.7.2014, p. 1-75 », en particulier en application du chapitre 1^{er} et des articles 14 et 18,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions relatives à l'introduction, au traitement et au paiement de la demande d'aide*

Article 1^{er}. On entend par « arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole.

Art. 2. En application de l'article 4, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, le traitement du dossier prend fin au plus tard le dernier jour de la période de sélection suivante.

Art. 3. En application de l'article 11, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, ne sont pas admissibles aux aides :

- 1° l'acquisition de terres, de plantes annuelles, de droits à paiement unique, de quotas, d'animaux, de petit outillage ainsi que de matériel d'occasion;
- 2° le remplacement;
- 3° l'irrigation et le drainage des terres agricoles;
- 4° les taxes;
- 5° les frais d'études, les honoraires d'architecte, de notaire, de réviseur, et de géomètre;
- 6° les équipements en prairie;
- 7° les véhicules « tout terrain » ou de type « quad ».

CHAPITRE II. — *Dispositions générales relatives aux critères de sélection*

Art. 4. § 1^{er}. En application de l'article 28, alinéa 2, et de l'article 44, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, l'organisme payeur établit une liste des demandes d'aides admises sur une période de sélection. La date d'introduction détermine la période de sélection à laquelle le dossier est attaché.

§ 2. En cas d'insuffisance de fonds, le budget est attribué aux dossiers dans l'ordre de la liste établie en fonction de leur cotation, de la plus élevée à la plus basse et en cas de concours dans les cotations, en fonction de la date d'introduction.

Cette liste est établie pour chaque période de sélection.

§ 3. Les périodes de sélection visées au paragraphe 1^{er} vont du 1^{er} janvier au 31 mars, du 1^{er} avril au 30 juin, du 1^{er} juillet au 30 septembre et du 1^{er} octobre au 31 décembre.

CHAPITRE III. — *Aides à l'installation par reprise ou par création**Section 1^{re}. — Les critères d'admissibilité*

Art. 5. Pour l'application de l'article 18, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, un jeune agriculteur qui n'est pas le chef d'exploitation exclusif est considéré exercer un contrôle effectif quand il remplit les conditions cumulatives suivantes :

- 1° sa signature est nécessaire ou suffisante pour la gestion de l'exploitation;
- 2° sa participation n'est pas limitée dans le temps;
- 3° sa participation aux risques et bénéfices est proportionnelle à sa participation dans l'entité;
- 4° il est agriculteur à titre principal;
- 5° il est gérant de la personne morale, le cas échéant;
- 6° il signe une convention dans laquelle il s'engage à être un des chefs d'exploitation.

Art. 6. En application de l'article 19, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, un jeune agriculteur possède une qualification suffisante au sens de l'article 19, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 pour bénéficier d'une aide à l'installation s'il est titulaire soit d' :

- 1° un baccalauréat ou un master dans une orientation agronomique ou un diplôme équivalent reconnu par un Etat membre de l'Union européenne;
- 2° un certificat homologué ou délivré par un jury d'Etat de l'enseignement secondaire supérieur, en abrégé CESS, ainsi que le certificat de qualification de 6^e année de l'enseignement secondaire, en abrégé CQ6 d'une orientation agricole ou horticole ou les certificats équivalents reconnus par un Etat membre de l'Union européenne;
- 3° un CESS obtenu à l'issue des techniques de transition en sciences agronomiques ou le certificat équivalent reconnu par un Etat membre de l'Union européenne;
- 4° un CESS ou CQ6 d'une orientation agricole ou horticole ou le certificat équivalent reconnu par un Etat membre de l'Union européenne ainsi qu'un certificat d'étude de formation postsecondaire agricole du type B ou le certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone ou flamande, ou un certificat de formation complémentaire professionnelle agricole délivré au terme d'un programme d'au moins cent cinquante heures, complété soit par une expérience pratique d'au moins deux ans à titre principal comme aidant ou conjoint-aidant, soit par une expérience pratique d'au moins deux ans à temps plein comme salarié agricole ou horticole;
- 5° un diplôme de l'enseignement supérieur ou universitaire d'une orientation non agronomique ou le diplôme équivalent reconnu par un Etat membre de l'Union européenne ainsi qu'un certificat d'étude de formation postsecondaire agricole du type B ou le certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone ou flamande, ou un certificat de formation complémentaire professionnelle agricole délivré au terme d'un programme d'au moins cent cinquante heures, complété soit par une expérience pratique d'au moins deux ans à titre principal comme aidant ou conjoint-aidant, soit par une expérience pratique d'au moins deux ans à temps plein comme salarié agricole ou horticole;
- 6° un CESS hors orientation agricole ou horticole ou le certificat équivalent reconnu par un Etat membre de l'Union européenne ainsi qu'un certificat d'étude de formation postsecondaire agricole du type B ou le certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone ou flamande, ou un certificat de formation complémentaire professionnelle agricole délivré au terme d'un programme d'au moins cent cinquante heures, complété soit par une expérience pratique équivalente à au moins deux ans à titre principal comme aidant, conjoint-aidant, soit par une expérience pratique équivalente d'au moins deux ans à temps plein comme salarié agricole ou horticole;

A défaut d'une qualification visée à l'alinéa 1^{er}, le jeune agriculteur a une qualification suffisante s'il :

- 1° dispose d'une expérience pratique équivalente à au moins cinq ans, soit à titre principal comme aidant, conjoint-aidant, soit à temps plein comme salarié agricole ou horticole et;
- 2° est titulaire d'un des certificats suivants :
 - a. un certificat d'étude de formation postsecondaire agricole du type B;
 - b. un certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone ou flamande;
 - c. un certificat de formations complémentaires professionnelles agricoles délivrées au terme d'un programme d'au moins cent cinquante heures.

Art. 7. § 1^{er}. Le seuil plancher de viabilité visé à l'article 25, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 est atteint lorsque le revenu par UT au début du plan d'entreprise n'est pas négatif et lorsque les infrastructures sont opérationnelles;

Le seuil plafond visé à l'article 25, alinéa 1^{er}, 4^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 est respecté lorsque le revenu par UT au début du plan d'entreprise est inférieur ou égal à cinquante mille euros.

Le seuil de viabilité visé à l'article 25, alinéa 1^{er}, 5^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 est atteint lorsque le revenu par UT au terme du plan d'entreprise est au moins égal à quinze mille euros.

§ 2. Le seuil plancher visé à l'article 25, alinéa 1^{er}, 6^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 est de vingt-cinq mille euros. Toutefois, en application de l'article 25, alinéa 3, de ce même arrêté, le seuil est de douze mille cinq cents euros si le plan d'entreprise prévoit la transformation et la commercialisation en vente directe de la production de l'exploitation.

Le seuil plafond visé à l'article 25, alinéa 1^{er}, 6^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 est de huit cent mille euros.

Section 2. — Les critères de sélection

Art. 8. § 1^{er}. En application de l'article 28, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, pour procéder à la sélection des demandes d'aides à l'installation, l'organisme payeur examine des critères relatifs au demandeur.

La cotation attribuée en fonction des critères relatifs au demandeur varie selon que :

- 1^o l'expérience pratique soit inférieure à six mois, soit égale ou supérieure à 6 mois et inférieure à 12 mois, soit égale ou supérieure à 12 mois et inférieure à 24 mois, soit supérieure ou égale à 24 mois;
- 2^o le nombre de jours de stage visé aux articles 6 à 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture ou à l'arrêté du 27 mai 1993 du Gouvernement de la Communauté germanophone relatif à la formation et au perfectionnement des personnes travaillant dans l'agriculture, soit supérieur à 20 jours ouvrables et inférieur à 40 jours ouvrables, soit égal ou supérieur à 40 jours ouvrables et inférieur à 60 jours ouvrables, soit supérieur ou égal à 60 jours ouvrables;
- 3^o le nombre de jours de prestation via un service de remplacement agricole est soit inférieur à 2 mois, soit égal ou supérieur à 2 mois et inférieur à 4 mois, soit égal ou supérieur à 4 mois et inférieur à 6 mois, soit supérieur ou égal à 6 mois;
- 4^o la pertinence de son projet au regard des objectifs du programme wallon de développement rural.

Le nombre de points attribués à ces critères est défini dans l'annexe 1, chapitre I^{er}.

Les jours visés aux points 2^o et 3^o de l'alinéa 1^{er} ne sont pas cumulatifs.

Pour l'application de l'alinéa 2, la cote est valide si le demandeur est admissible à l'aide et détient au minimum 25 pourcents de l'exploitation.

§ 2. En application de l'article 28, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, la cotation minimale à atteindre pour obtenir une aide à l'installation est de 15 points.

CHAPITRE IV. — Aides à l'investissement

Section 1^{re}. — Les critères d'admissibilité

Art. 9. En application de l'article 33, alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, le seuil plancher de viabilité visé à l'article 33, alinéa 1^{er}, 6^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 est atteint lorsque le revenu par UT avant investissement n'est pas négatif. Le seuil plafond visé à l'article 33, alinéa 1^{er}, 6^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 est respecté lorsque le revenu par UT est inférieur ou égal à cinquante mille euros.

En application de l'article 33, alinéa 6, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, le seuil de viabilité visée à l'article 33, alinéa 1^{er}, 7^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 est atteint lorsque le revenu par UT après investissement est au moins égal à quinze mille euros.

Art. 10. § 1^{er}. En application de l'article 41 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, pour un demandeur personne physique ou morale, seuls les investissements suivants réalisés sur l'exploitation agricole sont admissibles :

- 1^o l'achat de matériel neuf destiné au développement ou création d'une activité agricole ou horticole, y compris la 1^{re} transformation vers des produits agricoles et la vente de produits agricoles;
- 2^o la construction, l'acquisition ou la rénovation de biens immeubles;
- 3^o la construction, l'acquisition ou la rénovation de biens immeubles et l'achat de matériel neuf afin de produire de l'énergie renouvelable, y compris la biométhanisation, dans des quantités limitées à l'autoconsommation;
- 4^o les aménagements permettant une réduction des émissions de gaz polluants d'origine agricole;
- 5^o l'installation de systèmes de filtrage de l'air des bâtiments d'hébergement des animaux ainsi que leurs dispositifs de ventilation à air mélangé;
- 6^o les travaux de réalisation de captage d'eau souterraine lors de l'implantation d'un nouveau bâtiment d'élevage et à la condition qu'il n'y ait pas de conduite d'eau de distribution disponible et ce en cohérence avec les plans de gestion des ressources en eau au titre de la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et que ce prélèvement fasse l'objet d'une autorisation mentionnant un volume d'extraction et ce en cohérence avec les plans de gestion des ressources en eau au titre de la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;
- 7^o la construction, l'acquisition ou la rénovation de biens immeubles et l'achat de matériel neuf spécifique à la production de biocarburants ou bioliquides avec des produits ou sous-produits de l'activité agricole dans des quantités limitées à l'autoconsommation;
- 8^o les systèmes d'observations et d'avertissements dans le cadre de la lutte intégrée;
- 9^o l'adaptation de bâtiments, y compris les équipements à l'intérieur, existants pour répondre aux normes de l'UE en application des paragraphes 5 et 6 de l'article 17 du Règlement (UE) n^o1305/2013.

Concernant les points 2^o, 3^o et 6^o, l'acquisition de bâtiment n'est pas admissible entre membre d'un même partenaire au sens de l'article 1^{er}, 13^o et 14^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015.

Art. 11. En application de l'article 41 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, pour une CUMA, seuls les investissements suivants sont admissibles :

- 1° l'achat de matériel neuf, utile à la production, au transport, à la traction, à la manutention ou à la récolte des productions des partenaires de la CUMA;
- 2° la construction, l'acquisition ou la rénovation des biens immeubles servant à abriter le matériel appartenant à la CUMA.

Concernant le point 2°, l'acquisition de bâtiment n'est pas admissible entre membre d'un même partenaire au sens de l'article 1^{er}, 13° et 14°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015.

Art. 12. En application de l'article 41 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, pour une SCTC, seuls les investissements suivants sont admissibles :

- 1° l'achat du matériel neuf utile au transport, à la manutention, au stockage, à la transformation ou la commercialisation des productions des partenaires de la SCTC;
- 2° la construction, l'acquisition ou la rénovation des biens immeubles servant soit au stockage, à la transformation et à la commercialisation des productions des partenaires de la SCTC, soit à abriter le matériel appartenant à la SCTC.

Concernant le point 2°, l'acquisition de bâtiment n'est pas admissible entre membre d'un même partenaire au sens de l'article 1^{er}, 13° et 14°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015.

Art. 13. En application de l'article 43 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, pour être admissible, un investissement porte sur un montant minimal de 5.000 euros. Le montant maximum admissible de l'investissement est de 350.000 euros.

Section 2. — Les critères de sélection

Art. 14. Un même agriculteur peut déposer uniquement deux demandes d'aides à l'investissement par période de sélection.

Art. 15. § 1^{er}. En application de l'article 44, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, pour procéder à la sélection des demandes d'aides à l'investissement, l'organisme payeur examine des critères relatifs au demandeur, à l'exploitation et à l'investissement.

§ 2. La cote attribuée au demandeur est de 10 points si au moins une des personnes physiques est âgée de moins de quarante ans à la date d'introduction.

La cote est valide si la personne physique appartenant au partenaire est admissible à l'aide et détient au minimum 25 pourcent de l'exploitation.

§ 3. La cote attribuée en fonction des critères relatifs à l'exploitation varie selon que :

- 1° l'exploitation est consacrée entièrement, partiellement, ou aucunement à la production biologique;
- 2° l'exploitation est consacrée ou non à la production de produits de qualité différenciée;
- 3° l'exploitation est située en zone soumise à des contraintes naturelles;
- 4° le pourcentage de superficie en prairie permanente est soit inférieur à 50, soit supérieur ou égal à 50;
- 5° la surface agricole utile de l'exploitation familiale par UT est soit inférieure à 60 hectares, soit supérieure ou égale à 60 hectares;
- 6° l'exploitation diversifie ses cultures, avec un minimum de cinq spéculations.

Le nombre de points attribués à ces critères est défini dans l'annexe 1^{re}, chapitre II, 1°.

§ 4. La cote attribuée en fonction de l'investissement varie selon la valeur faible, moyenne ou haute attribuée à l'investissement.

La valeur des investissements est définie à l'annexe 3.

En application de l'article 44, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, la cotation minimale à atteindre pour obtenir une aide à l'investissement est de 7,5 points.

Art. 16. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 15, lorsque le demandeur est une coopérative, la cote est attribuée en fonction des critères suivants :

- 1° le nombre de partenaires admissibles dans la coopérative est soit inférieur à quatre, soit égal ou supérieur à quatre et inférieur à six, soit supérieur ou égal à six;
- 2° tous les partenaires admissibles :
 - a. ont entamé les démarches de la notification de l'entière responsabilité de leur activité en agriculture biologique auprès d'un organisme de contrôle agréé conformément à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 et;
 - b. sont certifiés auprès d'un organisme de contrôle lors du paiement.

Le nombre de points attribués à ces critères est défini dans l'annexe 1, chapitre III.

§ 2. La cote attribuée en fonction de l'investissement varie selon la valeur faible, moyenne ou haute attribuée à l'investissement.

La valeur des investissements est définie à l'annexe 3.

§ 3. Pour les SCTC, une cote de 5 ou 0 est attribuée selon que l'investissement a respectivement un caractère innovant ou non.

En application de l'article 44, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, la cotation minimale à atteindre pour obtenir une aide à l'investissement est de 12,5 points.

Art. 17. En application de l'article 45 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, sur la période de programmation 2014-2020, le plafond cumulé des aides à l'investissement et des aides à la diversification non agricole accordées à un même bénéficiaire est fixé à deux cent mille euros.

Section 3. — Le niveau d'aide

Art. 18. Pour les personnes physiques ou morales à l'exclusion des CUMA et SCTC, l'aide est constituée d'une subvention en capital représentant un pourcentage du montant de l'investissement éligible. Ce pourcentage est composé d'un taux de base de 10 pourcents augmenté des éventuelles majorations suivantes :

- 1° 10 pourcents si une personne physique de moins de 40 ans appartenant au partenaire est admissible à l'aide et détient au minimum 25 pourcent de l'exploitation;
- 2° 10 pourcents si l'investissement s'inscrit dans des filières de produit de qualité reconnues ou dans une filière de l'agriculture biologique;
- 3° 10 pourcents si l'investissement est très favorable à une évolution de l'exploitation vers plus de durabilité;
- 4° 5 pourcents si l'investissement est favorable à une évolution de l'exploitation vers plus de durabilité;
- 5° 5 pourcents si l'exploitation poursuit 5 cultures différentes;
- 6° 5 pourcents si le demandeur est situé en zone soumise à contraintes naturelles;
- 7° 2,5 pourcents si la surface agricole utile de l'exploitation par UT est inférieure à 60 ha;
- 8° 2,5 pourcents si l'exploitation a au moins la moitié de sa surface agricole utile en prairies permanentes.

La condition mentionnée au point 3° est remplie si l'investissement est indiqué dans l'annexe 3 et reprend la lettre « H » dans la colonne « Valeur pour les personnes physiques ».

La condition mentionnée au point 4° est remplie si l'investissement est indiqué dans l'annexe 3 et reprend la lettre « M » dans la colonne « Valeur pour les personnes physiques ».

Le nombre de points attribués aux critères visés à l'alinéa 1^{er} est défini dans l'annexe 2.

Art. 19. Pour les CUMA, l'aide est constituée d'une subvention en capital représentant un pourcentage du montant de l'investissement éligible. Ce pourcentage est composé d'un taux de base de 20 pourcents augmenté des éventuelles majorations suivantes :

- 1° 10 pourcents si l'investissement est très favorable à une évolution de l'exploitation vers plus de durabilité;
- 2° 5 pourcents si l'investissement est favorable à une évolution de l'exploitation vers plus de durabilité;
- 3° 5 pourcents si le nombre d'agriculteurs est supérieur à 6;
- 4° 2,5 pourcents si le nombre d'agriculteur est compris entre 4 et 6.

La condition mentionnée au point 1° est remplie si l'investissement est indiqué dans l'annexe 3 et reprend la lettre « H » dans la colonne « Valeur pour les coopératives ».

La condition mentionnée au point 2° est remplie si l'investissement est indiqué dans l'annexe 3 et reprend la lettre « M » dans la colonne « Valeur pour les coopératives ».

Le nombre de points attribués aux critères visés à l'alinéa 1^{er} est défini dans l'annexe 2.

Art. 20. Pour les SCTC, l'aide est constituée d'une subvention en capital représentant un pourcentage du montant de l'investissement admissible. Ce pourcentage est composé d'un taux de base de 20 pourcents augmenté des éventuelles majorations suivantes :

- 1° 10 pourcents si l'investissement est très favorable à une évolution de l'exploitation vers plus de durabilité;
- 2° 5 pourcents si l'investissement est favorable à une évolution de l'exploitation vers plus de durabilité.
- 3° 5 pourcents si le nombre d'agriculteurs est supérieur à 6;
- 4° 2,5 pourcents si le nombre d'agriculteur est compris entre 4 et 6.

Les investissements répondant à la condition mentionnée au point 1° est remplie si l'investissement est indiqué dans l'annexe 3 et reprend la lettre « H » dans la colonne « Valeur pour les personnes physiques ».

Les investissements répondant à la condition mentionnée au point 2° est remplie si l'investissement est indiqué dans l'annexe 3 et reprend la lettre « M » dans la colonne « Valeur pour les personnes physiques ».

Le nombre de points attribués aux critères visés à l'alinéa 1^{er} est défini dans l'annexe 2.

*CHAPITRE V. — Aide à la diversification non agricole**Section 1^{re}. — Admissibilité des investissements*

Art. 21. § 1^{er}. En application de l'article 47, alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, sont admissibles à l'aide à la diversification non agricole en zone rurale, les investissements réalisés sur l'exploitation relatifs à :

- 1° l'achat de matériel neuf destiné à la poursuite, le développement ou la création d'une activité de diversification non agricole, y compris la transformation et vente à la ferme de produits non agricoles issus de l'exploitation, y inclus les équipements informatiques liés à ces investissements;
- 2° la construction et l'aménagement fixé à l'intérieur d'un bien immeuble destiné à la diversification non agricole, en ce compris la transformation et la vente à la ferme de produits non agricoles issus de l'exploitation.

Concernant le point 2°, le nombre d'investissements est limité à la capacité d'accueil de l'activité.

L'acquisition de bâtiment n'est pas admissible entre membre d'un même partenaire au sens de l'article 1^{er}, 13° et 14°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015.

§ 2. Sans préjudice de l'article 3, en application de l'article 47, alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, les investissements non admissibles sont la construction et l'acquisition de bâtiments relatifs à un projet d'agri-tourisme.

Section 2. — Les critères de sélection

Art. 22. Un même agriculteur peut déposer uniquement deux demandes d'aides à l'investissement par période de sélection.

Art. 23. § 1^{er}. En application de l'article 44, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, pour procéder à la sélection des demandes d'aides à l'investissement dans la diversification non agricole, l'organisme payeur examine des critères relatifs au demandeur, à l'exploitation et à l'investissement.

§ 2. La cote attribuée au demandeur est de 10 points si au moins une des personnes physiques est âgée de moins de quarante ans.

La cote est valide si la personne physique appartenant au partenaire est admissible à l'aide et détient au minimum 25 pourcent de l'exploitation.

§ 3. La cote attribuée en fonction des critères relatifs à l'exploitation varie selon que :

- 1° l'exploitation est consacrée entièrement, partiellement, ou aucunement à la production biologique;
- 2° l'exploitation est consacrée ou non à la production de produits de qualité;
- 3° l'exploitation est située en zone soumise à des contraintes naturelles;
- 4° la surface agricole utile de l'exploitation familiale par UT est soit inférieure à 60 hectares, soit supérieure ou égale à 60 hectares.

Le nombre de points attribués aux critères visés à l'alinéa 1^{er} est défini dans l'annexe 1, chapitre IV.

§ 4. En application de l'article 44, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement du 10 septembre 2015, la cotation minimale à atteindre pour obtenir une aide à l'investissement est de 2,5 points.

Art. 24. Pour les personnes physiques ou morales à l'exclusion des CUMA et SCTC, l'aide est constituée d'une subvention en capital représentant un pourcentage du montant de l'investissement admissible. Ce pourcentage est composé d'un taux de base de 20 pourcents augmenté des éventuelles majorations suivantes :

- 1° 10 pourcents si un jeune agriculteur appartenant au partenaire est admissible à l'aide et détient au minimum 25 pourcent de l'exploitation;
- 2° 10 pourcents si l'investissement s'inscrit dans une filière de l'agriculture biologique ou dans des filières de produit de qualité reconnues;
- 3° 5 pourcents si le demandeur est situé en zone soumise à contraintes naturelles;
- 4° 2,5 pourcents si la surface agricole utile de l'exploitation par UT est inférieure à 60 ha.

Le nombre de points attribués aux critères visés à l'alinéa 1^{er} est défini dans l'annexe 2.

CHAPITRE VI. — Aide complémentaire à l'investissement dans la transformation et commercialisation des produits agricoles ou le développement de produits agricoles, ainsi qu'à l'investissement pour les entreprises du secteur de la première transformation du bois

Art. 25. § 1^{er}. En application de l'article 58, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, les investissements admissibles sont :

- 1° l'achat de matériel neuf nécessaire à la transformation ou la commercialisation des productions des partenaires de la SCTC;
- 2° la construction, l'acquisition ou la rénovation des biens immeubles, à la condition qu'ils soient utiles aux productions des partenaires de la SCTC;
- 3° la construction, l'acquisition ou la rénovation des biens immeubles nécessaires pour le matériel appartenant à la SCTC.

Concernant le point 2° et 3°, l'acquisition de bâtiment n'est pas admissible entre membre d'un même partenaire au sens de l'article 1^{er}, 13° et 14°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015.

§ 2. En application de l'article 58, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, les investissements non admissibles sont :

- 1° l'acquisition de terrain, de plantes annuelles, d'animaux, ainsi que le matériel d'occasion;
- 2° la location de terres, d'immeubles et de matériel;
- 3° la simple opération de remplacement;
- 4° l'irrigation, les captages d'eau et le drainage de terres agricoles;
- 5° les taxes;
- 6° les frais d'études et les honoraires d'architecte, de notaire, de réviseur, de géomètre.

Art. 26. § 1^{er}. En application de l'article 58, § 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, les investissements admissibles sont :

- 1° l'achat de matériel neuf nécessaire à la transformation ou la commercialisation des productions des entreprises;
- 2° la construction, l'acquisition ou la rénovation des biens immeubles servant au stockage et à la transformation de produits agricoles ou du bois et la commercialisation des productions de l'entreprise;
- 3° la construction, l'acquisition, ou la rénovation des biens immeubles servant à abriter le matériel appartenant à l'entreprise;
- 4° les investissements accessoires liés aux dépenses visées aux points 2° et 3° dans la limite de douze pourcents de ces coûts.

Concernant les points 2° et 3°, l'acquisition de bâtiment n'est pas admissible entre membre d'un même partenaire au sens de l'article 1^{er}, 16° et 17°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015.

Les investissements accessoires visés au point 4° sont les honoraires d'architecte, les rémunérations d'ingénieurs et de consultants, ainsi que les coûts liés aux études de faisabilité, à l'acquisition de brevets et à l'obtention de licences.

§ 2. En application de l'article 58, § 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, les investissements non admissibles sont :

- 1° ceux relatifs majoritairement au commerce de détail ou au commerce de gros, ainsi que ceux du secteur de la distribution et leurs filiales;
- 2° l'acquisition de terrain et aux frais qui y sont liés;
- 3° l'acquisition de bâtiments sans amélioration de la structure;
- 4° les activités d'embellissement ou de loisirs;
- 5° ceux relatifs à des habitations ou parties d'habitations telles que conciergeries;
- 6° l'achat de mobilier et matériel de bureau;
- 7° les réparations et les travaux d'entretien;
- 8° l'acquisition de matériel d'occasion;
- 9° le remplacement par du matériel neuf identique ou similaire d'un autre matériel appartenant déjà à l'entreprise;
- 10° les taxes;
- 11° les moyens de transport externes à l'activité.

En application de l'article 61 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, le montant maximal de l'aide complémentaire accordée à un même bénéficiaire sur la période de programmation 2014-2020 est fixé à cinq cent mille euros.

CHAPITRE VII. — Garantie

Art. 27. L'équivalent-subvention brut de la garantie visée à l'article 71 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 est calculé selon la méthode définie par les dispositions suivantes.

Art. 28. Conformément à l'article 5, § 4, c), i), du Règlement n° 702/2014, et à la Communication du 20 juin 2008 de la Commission sur l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État sous forme de garanties, l'équivalent-subvention brut correspond à : la somme des équivalents-subventions annuels calculés selon l'article 29 pour chaque année durant laquelle la garantie est accordée, actualisés conformément à l'article 32.

Art. 29. L'équivalent-subvention annuel correspond à la prime refuge annuelle mentionnée à l'article 30 multiplié par le total des montants effectivement couverts lors de l'année concernée, calculé conformément à l'article 31.

Art. 30. Conformément à la Communication du 20 juin 2008 de la Commission sur l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État sous forme de garanties, tel que rectifié par le rectificatif 25 septembre 2008 à la communication de la Commission sur l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État sous forme de garanties, la prime refuge annuelle est définie selon la qualité du crédit, selon le tableau suivant :

Qualité du crédit	Prime refuge annuelle
Qualité la plus élevée	0,4 %
Très bonne capacité de paiement	0,55 %
Bonne capacité de paiement	0,8 %
Capacité de paiement adéquate	2 %
La capacité de paiement est vulnérable aux conditions défavorables.	3,8 %
La capacité de paiement risque d'être entravée par des conditions défavorables	6,3 %

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque l'exploitation n'a pas d'antécédents en matière de crédit ou dont la notation repose sur une approche bilancielle, la prime refuge est fixée à 3,8 % . Ce taux ne peut pas être inférieur à celui qui s'appliquerait à la société mère ou aux sociétés mères.

Art. 31. Le total des montants effectivement couverts par la garantie lors de l'année concernée correspond à la somme des éléments suivants :

- 1° le capital garanti, diminué conformément à l'article 70 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, calculé au 1^{er} jour de la période annuelle concernée;
- 2° le solde en intérêts calculé au 1^{er} jour de la période annuelle concernée, conformément à la convention, au prorata du solde en capital restant garanti;
- 3° les intérêts annuels au taux légal de l'année concernée calculés au prorata du solde restant garanti, calculé au 1^{er} jour de la période annuelle concernée;
- 4° les frais du crédit, au prorata du solde en capital restant garanti, calculé au 1^{er} jour de la période annuelle concernée, à l'exclusion des frais payés avant l'octroi des fonds du crédit.

Art. 32. Les équivalents-subventions annuels des années autres que la première sont actualisés selon le calcul suivant :

$$ESAA = ESA \times (1 + \text{taux d'actualisation})^x$$

Dans lequel :

- 1° ESA est l'équivalent-subvention annuel de l'année concernée;
- 2° ESAA est l'équivalent-subvention annuel actualisé;
- 3° le taux d'actualisation est le dernier taux Euribor à 1 an publié par la Banque nationale de Belgique au jour de l'octroi de la garantie, majoré de 100 points, conformément à la Communication de la Commission du 19 janvier 2008 relative à la révision de la méthode de calcul des taux de référence et d'actualisation;

4° X est le nombre d'années complètes écoulées depuis l'octroi de la garantie.

Art. 33. En application de l'article 65, § 6, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, le tableau de correspondance de la qualité du crédit est fixé en annexe 4.

Namur, le 10 septembre 2015.

R. COLLIN

ANNEXE 1^{re}

CHAPITRE I^{er}. — *Points attribués aux critères de sélection relatifs au demandeur pour les aides à l'installation*

Expérience* (M = mois)	Points
M<6	0
6<=M<12	10
12<=M<24	15
M>=24	20
Stage* (S = jours ouvrables)	Points
20<S<40	15
40<=S<60	30
S>=60	45
Prestations en service de remplacement (M= mois)	Points
M<2	2
2<=M<4	5
4<=M<6	10
M>=6	15
Pertinence du projet	Pertinence du projet
Pas pertinent	0
Pertinent	5
Très pertinent	10

CHAPITRE II. — *Critères de sélection relatifs aux aides à l'investissement*

1° Points attribués aux critères liés à l'exploitation

Exploitation BIO	Points
Non	0
Partielle	2,5
Totale	5
Exploitation Produits de qualité	Points
Non	0
Oui	2,5
Exploitation en zone soumises à des contraintes naturelles	Points
NON	0
OUI	5
Prairie permanente (X= le pourcentage de superficie en prairie permanente)	Points
X<50	0
X>=50	2,5
Exploitation familiale (X=SAU/UT)	Points
X<60	2,5
X>=60	0
Diversification des cultures	Points
NON	0
OUI	5

2° Points attribués aux critères liés à l'investissement

Importance de l'investissement telle que mentionnée à l'annexe 3	Points
Faible	5
Moyenne	10
Haute	12,5

CHAPITRE III. — *Critères de sélection relatifs aux coopératives*

1° Points attribués aux critères liés au demandeur

Nombre de coopérateurs	Points
$X < 4$	0
$4 \leq X < 6$	5
$X \geq 6$	12,5
Tous les coopérateurs certifiés en agriculture biologique	Tous les coopérateurs certifiés en agriculture biologique
NON	0
OUI	5

2° Points attribués aux critères liés à l'investissement

Importance de l'investissement telle que mentionnée à l'annexe 3	Points
Faible	12,5
Moyenne	17,5
Haute	22,5

CHAPITRE IV. — *Critères de sélection relatifs à la diversification non agricole*

Exploitation BIO	Points
Non	0
Partielle	2,5
Totale	5
Exploitation Produits de qualité	Points
Non	0
Oui	2,5
Exploitation en zone soumises à des contraintes naturelles	Points
NON	0
OUI	5
Exploitation familiale ($X = \text{SAU/UT}$)	Points
$X < 60$	2,5
$X \geq 60$	0

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 10 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole.

Namur, le 10 septembre 2015.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité,
du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ANNEXE 2

CHAPITRE I^{er} — Majoration pour les personnes physiques ou morales à l'exclusion des CUMA et SCTC prévu à l'article 18

Age	Points
X <= 40	10
X > 40	0
Bio ou Produits de qualité	Points
NON	0
OUI	10
Durabilité	Points
Favorable	5
Très favorable	10
Diversification des cultures	Points
X <= 4	0
X >= 5	5
Exploitation en zone soumises à des contraintes naturelles	Points
NON	0
OUI	5
Prairie permanente (X= le pourcentage de superficie en prairie permanente)	Points
X < 50	0
X >= 50	2,5
Exploitation familiale (X=SAU/UT)	Points
X < 60	2,5
X >= 60	0

CHAPITRE II. — Majoration pour les CUMA prévu à l'article 19

Durabilité	Points
Favorable	5
Très favorable	10
Nombre de coopérateurs	Points
X < 4	0
4 < X < 6	2,5
X >= 6	5

CHAPITRE III. — Majoration pour les SCTC prévu à l'article 20

Durabilité	Points
Favorable	5
Très favorable	10
Nombre de coopérateurs	Points
X < 4	0
4 < X < 6	2,5
X >= 6	5

CHAPITRE IV

Majoration pour les personnes physiques ou morales à l'exclusion des CUMA et SCTC prévu à l'article 23

Age	Points
X <= 40	10
X > 40	0
Bio ou Produits de qualité	Points
NON	0
OUI	10
Exploitation en zone soumises à des contraintes naturelles	Points
NON	0
OUI	5
Exploitation familiale (X=SAU/UT)	Points
X < 60	2,5
X >= 60	0

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 10 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole.

Namur, le 10 septembre 2015.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité,
du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ANNEXE 3

La valeur des investissements est répartie comme suit :

Valeur pour les personnes physiques	Valeur pour les coopératives	Investissement subsidiable	Description
X	X	Abreuvoir de type bac en zone non prioritaire	Bac d'au moins 1m ³ , alimentation en eau comprise (max 1 abreuvoir par tranche de 3 hectares)
X	X	Abreuvoir de type bac en zone prioritaire	Bac d'au moins 1m ³ , alimentation en eau comprise (max 1 abreuvoir par tranche de 3 hectares)
H	H	Accessoires	Outil complémentaire à la machine de base (télescopique, tracteur, désileuse,...) hors pneus, jantes et chenilles
H	F	Achat de bâtiments	Acquisition de la propriété, de la nu-propriété, de l'usufruit, de la soulte agricole d'un bâtiment
X	X	Achat de bétail	Achat de bétail sur facture - non éligible
M	X	Amélioration des abords	Cour, chemin, paysager subsidiable s'il y a une imposition du permis d'urbanisme
H	X	Amélioration foncière	Création avec autorisation de captage de puits sous conditions de l'implantation d'un nouveau bâtiment d'élevage et à la condition qu'il n'y ait pas de conduite d'eau de distribution disponible.
H	H	Aménagement horticoles	Bâtiment avec équipement servant au lavage, au conditionnement, au stockage avant commercialisation
H	H	Aménagement de bâtiments	Aménagement, rénovation, modernisation de tout bâtiment professionnel
X	X	Abreuvoir de type pompe à museau en zone non prioritaire	Pompe à museau alimentation en eau comprise (max 1 abreuvoir par tranche d'hectare)
X	X	Abreuvoir de type pompe à museau en zone prioritaire	Pompe à museau, alimentation en eau comprise (max 1 abreuvoir par tranche d'hectare)

Valeur pour les personnes physiques	Valeur pour les coopératives	Investissement subsidiable	Description
M	M	Andaineur simple/double	Simple, double, frontal, arrière, porté ou trainé
H	M	Aplatisseur	A grains pour l'alimentation du bétail
F	H	Arracheuse de pomme de terre automotrice	
M	H	Arracheuse de pomme de terre	
M	H	Arracheuse de betteraves/chicorées	
F	H	Arracheuse de betteraves/chicorées automotrice	
M	H	Remorque autochargeuse	
X	X	Bâche	Bâche type toptex - non éligible
M	M	Bande transporteuse	Pour la récolte ou le stockage des marchandises
F	F	Bascule mobile	
M	M	Construction bâtiment agricole (multifonction)	Bâtiment avec au moins 2 finalités (ex : Hangar de stockage avec élevage)
X	X	Achat de bâtiments (installation)	Dans le cadre de l'installation, acquisition de la propriété, de la nue propriété, de l'usufruit, de la soulte agricole d'un bâtiment
F	M	Benne/Remorque	Standard, hydraulique, mono ou multicoque, avec relevage ou sans relevage
H	H	Bascule mobile	
H	H	Bétaillère	Standard ou hydraulique
H	H	Bineuse/Houe rotative/Desherbeur mécanique	
M	H	Brosse/Brosse balayeuse	Pour nettoyer les abords ou la voirie (automotrice ou manuelle)
X	X	Brucellose	
M	H	Butteuse	Carotte, pomme de terre, asperge
M	H	Caisse d'ensilage	
X	X	Calibreuse	îufs, fruits et légumes BAT
H	X	Chargeur compact/Nettoyeur d'étable	Différent de raclette, schaffer, articulé
X	X	Chargeur frontal	ACCES
F	H	Chargeuse de betteraves/chicorées automotrice	
M	H	Charrue	A disques, à socs
F	X	Construction écurie chevaux d'élevage	
X	X	Clôture permanente en zone non prioritaire	
X	X	Clôture permanente en zone prioritaire	
M	H	Combinaison d'outils	Semi, récolte, entretien
X	X	Matériel de conditionnement	BAT
F	M	Container à lisier	Volume supérieur à celui d'un tonneau, permet d'alimenter plusieurs tonneaux sur place
H	F	Cage de contention mobile	
H	X	Cage de contention fixe	Avec ou sans système de réglage
F	F	Conteneur de récolte/Pallox	
X	X	1ère installation (création)	
F	M	Débroussailluse	Avec chaînes ou marteaux
M	H	Déchaumeuse	A dents, à disques, shizzel (frontal, arrière)
H	H	Décompacteur/Sous-soleuse	A dents
M	H	Décroteuse mobile	Pomme de terre, betterave

Valeur pour les personnes physiques	Valeur pour les coopératives	Investissement subsidiable	Description
H	F	Dérouleuse à balle	
H	H	Dérouleuse à film plastique et bâche	Pour les silos, les tas de betteraves et la protection des cultures
F	F	Déssherbeuse chimique pendulaire	
H	M	Désileuse	Distributrice, automotrice,...
X	X	Déssherbeuse mécanique	BINEU
H	H	Déssherbeuse/Défaneuse thermique au gaz	
M	H	Déterreur de pdt	
F	X	Diversification non agricole/ Prestation de service	Box pour chevaux avec prestation de service
M	M	Ebouseuse	
H	H	Ecimeuse	
M	M	Effeuilleuse	Pour les betteraves
M	H	Emballeuse/Enrubaneuse	
H	X	Energie renouvelable professionnelle	Biometh 10, Biométhanisation < 10kW, Photovoltaïque, Eolien, ... Pour l'autoconsommation
X	X	Energie renouvelable professionnelle et excédentaire	Les installations avec revente de l'énergie ne sont pas admissibles
F	H	Ensileuse automotrice	
F	F	Ensileuse	
M	H	Matériel entretien cultures horticoles	Sécateur, élévateur, nacelle, ...
M	M	Epandeur à fumier	
M	M	Epandeur à engrais/ Distributeur d'engrais	
M	M	Eparpilleur de silo	
H	X	Equipement étable bovins	Elevage, engraisements, laits, mixte
H	X	Equipement écurie chevaux d'élevage	
H	X	Equipement étables petit élevage BIO ou QD	Volaille, ... Tout hors bovins, porcs, chevaux et leurs dérivés BIO ou QD
H	X	Equipement étables petit élevage	Tout hors bovins, porcs, chevaux et leurs dérivés
H	X	Equipement porcherie BIO ou QD	Elevage ou engraissement BIO ou QD
H	X	Equipement porcherie	Elevage ou engraissement
H	X	Equipement serres	
H	X	Construction étable bovins	Elevage, engraisements, laits, mixte
X	X	Etiqueteuse	BAT
M	M	Faneuse/Pirouette	
M	M	Faucheuse frontale/latérale	Avec couteaux
M	H	Faucheuse conditionneuse	
F	H	Faucheuse conditionneuse automotrice	
M	M	Faucheuse de refus/ Girobroyeur	Avec lames
X	X	Matériel de fertigation	BAT
M	H	Construction frigo	Chambre froide/hall de stockage climatisé
H	X	Tourisme à la ferme	
H	H	GPS/Système d'autoguidage/ Agriculture de précision	
F	F	Grue	
F	M	Hangar de stockage et remise matériel	

Valeur pour les personnes physiques	Valeur pour les coopératives	Investissement subsidiable	Description
H	H	Herse étrille	
M	H	Herse rotative/alternative	
M	H	Herse	Vibroculteur, à peigne, herse non-animée (Portée ou frontale)
X	X	1 ^{re} installation : achat de bétail (regarnissage)	Achat de bétail sur facture lors des 12 premiers mois
X	X	1 ^{re} installation : achat de matériel (regarnissage)	Achat de matériel neuf sur facture lors des 12 premiers mois
F	F	Immobilier	
M	M	Matériel électronique/informatique professionnel	
X	X	2 ^e phase d'installation	
X	X	1 ^{re} installation (reprise)	
F	H	Intégrale betteraves/chicorées	
X	X	Matériel d'irrigation	
F	M	Transpalette/Klark	
H	X	Salle de traite fonctionnelle, installation laitière et refroidisseur	Carrousel, robot de traite, tank à lait/refroidisseur
X	X	Laveuse	BAT
X	X	Main d'œuvre pour la pose de clôture en non zone prioritaire	
X	X	Main d'œuvre pour la pose de clôture en zone prioritaire	
X	X	Mise en conformité des infrastructures de stockage	
H	F	Mélangeuse distributrice	
H	F	Mélangeuse distributrice automotrice	
F	F	Mixer à lisier mobile	
F	F	Mobilier	
M	H	Moissonneuse batteuse	
X	X	Nacelle	ENTRH
H	X	Niches à veaux	Achat d'un lot
X	X	Outils	Matériel d'atelier, nettoyeur haute pression, générateur, poste à souder, compresseur...
H	F	Pailleuse automotrice	
H	F	Pailleuse distributrice	
X	X	Paletteuse	BAT
H	X	Ferme pédagogique ou sociale	
F	F	Tractopelle/Bulldozer	
X	X	Peseuse	BAT
H	X	Construction étable petit élevage BIO ou QD	Volaille, ... Tout hors bovins, porcs, chevaux et leurs dérivés BIO ou QD
H	X	Construction étable petit élevage	Volaille, ... Tout hors bovins, porcs, chevaux et leurs dérivés
M	X	Plantations	
M	H	Planteuse	
M	H	Planteuse de pdt	
H	H	Jantes et pneus basse pression	
X	X	Jantes et pneus jumelés	
F	M	Pont bascule	
H	X	Construction porcherie BIO ou QD	Elevage ou engraissement BIO ou QD
H	X	Construction porcherie	Elevage ou engraissement
M	H	Presse à balles	Rondes, carrés, petit ballot, avec ou sans couteaux, avec ou sans fils

Valeur pour les personnes physiques	Valeur pour les coopératives	Investissement subsidiable	Description
X	X	Transformation ou commercialisation de produits laitiers	Crise du lait (L2)
M	X	Système de protection contre le gel et les intempéries	Filets anti grêle
M	H	Pulvérisateur automoteur	
M	H	Pulvérisateur	
M	H	Matériel de récolte horticole	
X	X	Rédaction du plan	
F	M	Remorque/Plateau	
M	H	Matériel de repiquage horticole	
X	X	Reprise ultérieure d'exploitation	Reprise sous convention d'une exploitation extérieure
M	H	Retourneur d'andain	
H	X	Robot nettoyeur d'étable	
X	X	Rotavator/Fraise	HERRO
M	H	Rouleau/Tasse-avant	
M	H	Semoir en ligne/multi graines	A céréales
M	H	Semoir de précision/monograine	Maïs, betteraves, chicorées,...
H	H	Semoir sans labour	
M	X	Serre mobile	Tunnel
H	X	Construction de serre	
F	X	Prestation de service au public	Sel, déneigage, entretien des haies publiques
H	X	Silo couloir	
H	X	Silo tour/Trémille	
X	X	Sous-soleuse	DECOM
X	X	Stockage d'effluents	MCIS
X	X	Suivi de la mise en œuvre du plan	
H	H	Système automatique réglage pression pneus	
X	X	Tasse-avant	ROULE
M	X	Taxi-lait	
H	M	Télescopique	Manitou automoteur équipé d'un bras télescopique articulé ou non
X	X	Achat de terres	Achat de terre sur acte
H	H	Tonneau à lisier avec châssis/rampe/injecteurs	
F	F	Tonneau à eau	
M	H	Tonneau à lisier avec palette/pendulaire	
M	H	Tracteur	
X	X	Machine à traire mobile	BAT
X	H	Transport	Transport matière première et produit fini (camion,...)
H	X	Transformation axe 3 : diversification agricole	Construction et aménagement de bâtiment renfermant : beurre, yaourt,...
H	X	Transformation axe 3 : diversification non agricole	Construction et aménagement de bâtiment renfermant : boulangerie, glace, biscuits et pâtes alimentaires
X	X	Trieuse	BAT
M	X	Véhicule utilitaire	Véhicule pour la vente direct (camionnette réfrigérée, ...) - Hors 4x4 et quad
H	X	Vente directe diversification agricole	Beurre, yaourt,...

Valeur pour les personnes physiques	Valeur pour les coopératives	Investissement subsidiable	Description
H	X	Vente directe diversification non agricole	Restauration, boulangerie, glace, biscuits et pâtes alimentaires
X	X	Vibroculteur/Cultivateur	DECHA

Légende :

X : néant

F : faible

M : moyen

H : haut

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 10 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole.

Namur, le 10 septembre 2015.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité,
du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ANNEXE 4

Le tableau de correspondance de la qualité du crédit visé à l'article 65, § 6, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole est fixé comme suit :

Qualité du crédit	Standard & Poor's	Fitch	Moody's
Qualité la plus élevée	AAA AA+ AA AA-	AAA AA+ AA AA-	Aaa Aa1 Aa2 Aa3
Très bonne capacité de paiement	A+ A A-	A+ A A-	A1 A2 A3
Bonne capacité de paiement	BBB+ BBB BBB- BB+	BBB+ BBB BBB- BB+	Baa1 Baa2 Baa3 Ba1
Capacité de paiement adéquate	BB BB-	BB BB-	Ba2 Ba3
La capacité de paiement est vulnérable aux conditions défavorables	B+ B	B+ B	B1 B2
La capacité de paiement risque d'être entravée par des conditions défavorables	B-	B-	B3
La capacité de paiement est tributaire du maintien des conditions favorables	CCC+ CCC CCC- CC	CCC+ CCC CCC- CC C	Caa1 Caa2 Caa3
En défaillance ou proche de la défaillance	SD D	DDD DD D	Ca C

Le tableau prévu à l'alinéa 1^{er} renvoie aux classes de notation des agences de notation les plus souvent utilisées par le secteur bancaire et permet à l'organisme de crédit agréé d'évaluer la correspondance de la qualité du crédit avec son propre système de notation.

Il n'est pas exigé que le demandeur de crédit soit noté par les agences de notations mentionnées dans le tableau prévu à l'alinéa 1^{er}.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 10 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole.

Namur, le 10 septembre 2015.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité,
du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204765]

10. SEPTEMBER 2015 — Ministerialerlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1310/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit bestimmten Übergangsvorschriften betreffend die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER), zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates betreffend die finanziellen Ressourcen und ihre Verteilung im Jahr 2014 sowie zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates und der Verordnungen (EU) Nr. 1307/2013, (EU) Nr. 1306/2013 und (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich ihrer Anwendung im Jahr 2014;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften;

Aufgrund der Verordnung Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 808/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsverordnungen zur Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER);

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.242, D.243, D.245 bis D.246;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor, Artikel 4 Absatz 3, Artikel 11 § 2, Artikel 18 Absatz 3, Artikel 19 § 2 Absatz 2, Artikel 25 Absatz 3, Artikel 28 Absatz 2, Artikel 33 Absatz 5, Artikel 41, Artikel 43, Artikel 44 § 1 Absatz 2, Artikel 45, Artikel 46 Absatz 3, Artikel 47 Absatz 5, Artikel 58 § 2 Absatz 2 und § 3 Absatz 2, Artikel 61, Artikel 65 § 6 Absatz 2, Artikel 71;

Aufgrund des am 6. Mai 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 10. September 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 22. April 2015;

Aufgrund der am 23. April 2015 und 18. Juni 2015 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 26. August 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 57.865/2/V des Staatsrats;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 27. Mai 1993 über die berufliche Aus- und Weiterbildung der in der Landwirtschaft arbeitenden Personen und seiner späteren Abänderungen;

In der Erwägung, dass die Gewährung der öffentlichen Bürgerschaft eine freigestellte staatliche Beihilfe darstellt in Anwendung der im Amtsblatt der Europäischen Union vom 1. Juli 2014 unter der Fundstelle Nr. "ABl. L 193 vom 1.7.2014, S. 1-75" veröffentlichten Verordnung Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, insbesondere in Anwendung des Kapitels I und der Artikel 14 und 18,

Beschließt:

KAPITEL I — *Bestimmungen betreffend die Einreichung, die Bearbeitung und die Zahlung des Beihilfeantrags*

Artikel 1 - Als "Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015" gilt der Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor.

Art. 2 - In Anwendung von Artikel 4 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 wird die Bearbeitung der Akte spätestens am letzten Tag des folgenden Auswahlzeitraums beendet.

Art. 3 - In Anwendung von Artikel 11 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 sind von den Beihilfen ausgenommen:

- 1° der Ankauf von Ländereien, von einjährigen Pflanzen, von Betriebsprämienrechten, von Quoten, von Tieren, von Kleinwerkzeugen und von gebrauchten Ausrüstungen;
- 2° die Ersetzung;
- 3° die Be- und Entwässerung von landwirtschaftlichen Flächen;
- 4° Steuern;
- 5° die Kosten für Studien, für Architektenleistungen, die Notar-, Revisor- und Geometerkosten;

- 6° die Ausstattung der Wiesen;
- 7° Geländefahrzeuge, Quads und gleichgestellte Fahrzeuge.

KAPITEL II — *Allgemeine Bestimmungen in Bezug auf die Auswahlkriterien*

Art. 4 - § 1. In Anwendung von Artikel 28 Absatz 2 und Artikel 44 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 erstellt die Zahlstelle eine Liste der für einen Auswahlzeitraum zulässigen Beihilfeanträge. Das Datum der Einreichung bestimmt den Auswahlzeitraum, mit dem die Akte verbunden ist.

§ 2. Sind die Haushaltsmittel unzureichend, so werden die verfügbaren Mittel den Akten in der Reihenfolge gemäß der Liste zugeteilt, die aufgrund ihrer Bewertung aufgestellt wurde, von der höchsten bis zur schwächsten; sind zwei Bewertungen gleich, so wird das Datum der Einreichung berücksichtigt.

Diese Liste wird für jeden Auswahlzeitraum erstellt.

§ 3. Die Auswahlzeiträume nach Paragraph 1 erstrecken sich vom 1. Januar bis zum 31. März, vom 1. April bis zum 30. Juni, vom 1. Juli bis zum 30. September und vom 1. Oktober bis zum 31. Dezember.

KAPITEL III — *Beihilfen für die Niederlassung durch Übernahme oder durch Betriebsgründung*

Abschnitt 1 — Kriterien für die Beihilfefähigkeit

Art. 5 - Zur Anwendung von Artikel 18 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 gilt, dass ein Junglandwirt, der nicht alleiniger Betriebsleiter ist, eine tatsächliche Kontrolle ausübt, wenn er folgende Bedingungen kumulativ erfüllt:

- 1° seine Unterschrift ist für die Führung des Betriebs erforderlich oder ausreichend;
- 2° seine Beteiligung ist zeitlich nicht begrenzt;
- 3° seine Beteiligung an Risiken und Gewinnen steht im Verhältnis zu seinem Anteil am Unternehmen;
- 4° er ist hauptberuflicher Landwirt;
- 5° er ist ggf. Geschäftsführer der juristischen Person;
- 6° er unterzeichnet eine Vereinbarung, in der er sich verpflichtet, einer der Betriebsleiter zu sein.

Art. 6 - In Anwendung von Artikel 19 § 2 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 verfügt der Junglandwirt über eine ausreichende Qualifikation im Sinne von Artikel 19 § 2 Absatz 1 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015, um eine Beihilfe für die Niederlassung zu erhalten, wenn er Inhaber eines der folgenden Diplome oder Zeugnisse ist:

- 1° Bachelor oder Master in einer agrarwissenschaftlichen Fachrichtung oder ein gleichwertiges Diplom, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt wird;
- 2° ein durch den Zentralprüfungsausschuss anerkanntes oder ausgestelltes Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts (O.S.U.) sowie das Qualifikationszertifikat der sechsten Klasse des Sekundarunterrichts (QZ6) in einer landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Fachrichtung, oder gleichwertige Zeugnisse, die in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt werden;
- 3° ein Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts (O.S.U.) im Bereich der technischen agrarwissenschaftlichen Übergangsausbildung oder ein gleichwertiges Zeugnis, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt wird;
- 5° ein Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts (O.S.U.) oder ein Qualifikationszertifikat der sechsten Klasse des Sekundarunterrichts (QZ6) in einer landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Fachrichtung, oder ein gleichwertiges Zeugnis, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt wird, sowie ein Studienzeugnis der nachschulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B oder die von der Deutschsprachigen oder Flämischen Gemeinschaft ausgestellte Schulungsbescheinigung als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber, oder ein am Abschluss eines Studienprogramms von mindestens hundertfünfzig Stunden ausgestelltes ergänzendes Berufsausbildungszeugnis in der Fachrichtung Landwirtschaft, ergänzt entweder durch eine praktische und hauptberufliche Erfahrung als Hilfskraft oder als mithelfender Ehepartner von einer Dauer, die mindestens zwei Jahren entspricht, oder durch eine praktische und vollzeitige Erfahrung als landwirtschaftlicher oder gartenwirtschaftlicher Arbeitnehmer von einer Dauer, die mindestens zwei Jahren entspricht;
- 5° ein Diplom des Hochschul- oder Universitätsunterrichts in einer nicht agrarwissenschaftlichen Fachrichtung oder ein gleichwertiges Diplom, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt wird, sowie ein Studienzeugnis der nachschulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B oder die von der Deutschsprachigen oder Flämischen Gemeinschaft ausgestellte Schulungsbescheinigung als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber, oder ein am Abschluss eines Studienprogramms von mindestens hundertfünfzig Stunden ausgestelltes ergänzendes Berufsausbildungszeugnis in der Fachrichtung Landwirtschaft, ergänzt entweder durch eine praktische und hauptberufliche Erfahrung als Hilfskraft oder als mithelfender Ehepartner von einer Dauer, die mindestens zwei Jahren entspricht, oder durch eine praktische und vollzeitige Erfahrung als landwirtschaftlicher oder gartenwirtschaftlicher Arbeitnehmer von einer Dauer, die mindestens zwei Jahren entspricht;
- 6° ein Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts (O.S.U.) in einer nicht landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Fachrichtung, oder ein gleichwertiges Zeugnis, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union anerkannt wird, sowie ein Studienzeugnis der nachschulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B oder die von der Deutschsprachigen oder Flämischen Gemeinschaft ausgestellte Schulungsbescheinigung als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber, oder ein am Abschluss eines Studienprogramms von mindestens hundertfünfzig Stunden ausgestelltes ergänzendes Berufsausbildungszeugnis in der Fachrichtung Landwirtschaft, ergänzt entweder durch eine praktische und hauptberufliche Erfahrung als Hilfskraft oder als mithelfender Ehepartner von einer Dauer, die mindestens zwei Jahren entspricht, oder durch eine praktische und vollzeitige Erfahrung als landwirtschaftlicher oder gartenwirtschaftlicher Arbeitnehmer von einer Dauer, die mindestens zwei Jahren entspricht;

Falls der Junglandwirt nicht über die in Absatz 1 genannte Qualifikation verfügt, reicht seine Qualifikation aus, wenn er

- 1° eine praktische Erfahrung von mindestens fünf Jahren hat, entweder hauptberuflich als Hilfskraft oder mithelfender Ehepartner, oder vollzeitig als landwirtschaftlicher oder gartenwirtschaftlicher Arbeitnehmer, und

- 2° über eines der folgenden Zeugnisse verfügt:
- a. das Studienzeugnis der nachschulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B;
 - b. die von der Deutschsprachigen oder Flämischen Gemeinschaft ausgestellte Schulungsbescheinigung als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber;
 - c. ein nach Abschluss eines Studienprogramms von mindestens hundertfünfzig Stunden ausgestelltes Zeugnis der zusätzlichen Berufsausbildung in der Fachrichtung Landwirtschaft.

Art. 7 - § 1. Die untere Wirtschaftlichkeitsgrenze nach Artikel 25 Absatz 1 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 ist erreicht, wenn das Einkommen pro AKE am Anfang des Geschäftsplans nicht negativ ist und die Infrastrukturen funktionsfähig sind;

Die obere Grenze nach Artikel 25 Absatz 1 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 wird eingehalten, wenn das Einkommen pro AKE am Anfang des Geschäftsplans höchstens 50.000 Euro beträgt.

Die Wirtschaftlichkeitsgrenze nach Artikel 25 Absatz 1 Ziffer 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 wird erreicht, wenn das Einkommen pro AKE am Ende des Geschäftsplans mindestens 15.000 Euro beträgt.

§ 2. Die untere Grenze nach Artikel 25 Absatz 1 Ziffer 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 wird auf 25.000 Euro festgesetzt. In Anwendung von Artikel 25 Absatz 3 dieses Erlasses wird dieser Grenzwert jedoch auf 12.500 Euro festgesetzt, wenn der Geschäftsplan die Verarbeitung und Vermarktung durch Direktverkauf der Produktion des Betriebs vorsieht.

Die obere Grenze nach Artikel 25 Absatz 1 Ziffer 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 wird auf 800.000 Euro festgesetzt.

Abschnitt 2 — Die Auswahlkriterien

Art. 8 - § 1. In Anwendung von Artikel 28 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 untersucht die Zahlstelle Kriterien in Bezug auf den Antragsteller, um die Anträge auf Niederlassungsbeihilfen auszuwählen.

Die Bewertung, die aufgrund der Kriterien in Bezug auf den Antragsteller erteilt wird, schwankt

- 1° je nachdem, ob die praktische Erfahrung weniger als 6, mindestens 6 aber weniger als 12, mindestens 12 aber weniger als 24, oder mindestens 24 Monate beträgt;
- 2° je nachdem, ob die Anzahl Tage des Praktikums nach den Artikeln 6 bis 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2002 zur Ausführung des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die Berufsbildung in der Landwirtschaft oder nach dem Erlass der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 27. Mai 1993 über die berufliche Aus- und Weiterbildung der in der Landwirtschaft arbeitenden Personen mehr als 20 und weniger als 40, mindestens 40 und weniger als 60, oder mindestens 60 Werktage beträgt;
- 3° je nachdem, ob die Anzahl Einsatztage über einen landwirtschaftlichen Vertretungsdienst weniger als 2, mindestens 2 aber weniger als 4, mindestens 4 aber weniger als 6, oder mindestens 6 Monate beträgt;
- 4° je nach der Zweckmäßigkeit seines Projekts hinsichtlich der Ziele des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung.

Die diesen Kriterien zugeteilte Anzahl Punkte wird in Anhang 1 Kapitel I festgelegt.

Die unter Ziffer 2 und Ziffer 3 angegebenen Tage sind nicht kumulierbar.

Zur Anwendung von Absatz 2 ist die Bewertung gültig, unter der Voraussetzung, dass der Antragsteller beihilfefähig ist, und er mindestens 25 Prozent des Betriebs besitzt.

§ 2. In Anwendung von Artikel 28 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 ist die minimale Bewertung, um eine Niederlassungsbeihilfe zu erhalten, 15 Punkte.

KAPITEL IV — Investitionsbeihilfen

Abschnitt 1 — Kriterien für die Beihilfefähigkeit

Art. 9 - In Anwendung von Artikel 33 Absatz 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 ist die untere Wirtschaftlichkeitsgrenze nach Artikel 33 Absatz 1 Ziffer 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 erreicht, wenn das Einkommen pro AKE vor Tätigkeit der Investition nicht negativ ist. Die obere Grenze nach Artikel 33 Absatz 1 Ziffer 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 wird eingehalten, wenn das Einkommen pro AKE höchstens 50.000 Euro beträgt.

In Anwendung von Artikel 33 Absatz 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 ist die Wirtschaftlichkeitsgrenze nach Artikel 33 Absatz 1 Ziffer 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 erreicht, wenn das Einkommen pro AKE nach Tätigkeit der Investition mindestens 15.000 Euro beträgt.

Art. 10 - § 1. Für einen Antragsteller, der eine natürliche oder eine juristische Person ist, sind in Anwendung von Artikel 41 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 nur die folgenden auf dem landwirtschaftlichen Betrieb getätigten Investitionen beihilfefähig:

- 1° der Kauf von neuen Ausrüstungen für die Erweiterung oder die Gründung einer landwirtschaftlichen oder gartenwirtschaftlichen Tätigkeit, einschließlich der ersten Verarbeitung in Agrarerzeugnisse und des Verkaufs von Agrarerzeugnissen;
- 2° der Bau, die Anschaffung oder die Renovierung von Immobilien;
- 3° der Bau, die Anschaffung oder die Renovierung von Immobilien und der Kauf von neuen Ausrüstungen, um erneuerbare Energie, einschließlich der Biogasgewinnung, in auf den Selbstverbrauch begrenzten Mengen zu erzeugen;
- 4° die Vorrichtungen, die eine Verminderung der Emissionen von gasförmigen Schadstoffen aus der Landwirtschaft ermöglichen;
- 5° das Anbringen von Systemen zur Filterung der Belüftungsluft der Gebäude zur Unterbringung der Tiere sowie von Systemen zur Belüftung mit Mischluft;

- 6° die Arbeiten zur Durchführung von Grundwasserfassungen bei dem Bau eines neuen Haltungsgebäudes, unter der Bedingung, dass keine Versorgungswasserleitung verfügbar ist, dies in Übereinstimmung mit den Bewirtschaftungsplänen der Wasserressourcen im Sinne der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik, und dass diese Wasserfassung Gegenstand einer Genehmigung ist, in der ein Fassungsvermögen angegeben wird, dies in Übereinstimmung mit den Bewirtschaftungsplänen der Wasserressourcen im Sinne der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;
- 7° der Bau, die Anschaffung oder die Renovierung von Immobilien und der Kauf von neuen spezifischen Ausrüstungen, um Biokraftstoffe oder Bioflüssigkeiten anhand von Erzeugnissen und Nebenerzeugnissen der landwirtschaftlichen Tätigkeit und in auf den Selbstverbrauch begrenzten Mengen zu erzeugen;
- 8° Beobachtungs- und Warnsysteme im Rahmen des integrierten Pflanzenschutzes;
- 9° die Anpassung von bestehenden Gebäuden, einschließlich der sich innen befindlichen Ausrüstungen, um den EU-Normen in Anwendung von Artikel 17 § 5 und § 6 der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 gerecht zu werden.

Was die Ziffern 2, 3 und 6 betrifft, ist die Anschaffung eines Gebäudes zwischen Mitgliedern eines gleichen Partners im Sinne von Artikel 1 Ziffern 13 und 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 nicht beihilfefähig.

Art. 11 - Für eine Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA") sind in Anwendung von Artikel 41 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 nur die folgenden Investitionen beihilfefähig:

- 1° der Kauf von neuen Ausrüstungen, die für die Produktion, den Transport, das Schleppen, den innerbetrieblichen Transport oder die gemeinsame Ernte der Erzeugnisse der Partner der Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA") nützlich sind;
- 2° der Bau, die Anschaffung oder die Renovierung von Immobilien, die zur Unterbringung der Geräte der Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA") dienen.

Was die Ziffer 2 betrifft, ist die Anschaffung eines Gebäudes zwischen Mitgliedern eines gleichen Partners im Sinne von Artikel 1 Ziffern 13 und 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 nicht beihilfefähig.

Art. 12 - Für eine Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") sind in Anwendung von Artikel 41 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 nur die folgenden Investitionen beihilfefähig:

- 1° der Kauf von neuen Ausrüstungen, die für die Produktion, den innerbetrieblichen Transport, die Lagerung, die Verarbeitung oder die Vermarktung der Erzeugnisse der Partner der Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") nützlich sind;
- 2° der Bau, die Anschaffung oder die Renovierung von Immobilien, die entweder zur Lagerung, zur Verarbeitung oder zur Vermarktung der Erzeugnisse der Partner der Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC"), oder aber zur Unterbringung der Geräte der Genossenschaft dienen.

Was die Ziffer 2 betrifft, ist die Anschaffung eines Gebäudes zwischen Mitgliedern eines gleichen Partners im Sinne von Artikel 1 Ziffern 13 und 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 nicht beihilfefähig.

Art. 13 - Um beihilfefähig zu sein, muss eine Investition in Anwendung von Artikel 43 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 einen Mindestbetrag in Höhe von 5.000 Euro betreffen. Der höchste zulässige Betrag der Investition beträgt 350.000 Euro.

Abschnitt 2 — Die Auswahlkriterien

Art. 14 - Ein und derselbe Landwirt darf pro Auswahlzeitraum nur zwei Anträge auf die Investitionsbeihilfe einreichen.

Art. 15 - § 1. In Anwendung von Artikel 44 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 untersucht die Zahlstelle Kriterien in Bezug auf den Antragsteller, den Betrieb und die Investition, um die Anträge auf Investitionsbeihilfen auszuwählen.

§ 2. Die dem Antragsteller erteilte Bewertung beträgt 10 Punkte wenn mindestens eine der natürlichen Personen am Datum der Einreichung des Antrags weniger als vierzig Jahre alt ist.

Die Bewertung ist gültig wenn die natürliche Person, die dem Partner angehört, beihilfefähig ist, und mindestens 25 Prozent des Betriebs besitzt.

§ 3. Die Bewertung, die aufgrund der Kriterien in Bezug auf den Betrieb erteilt wird, schwankt je nachdem, ob

- 1° der Betrieb ganz, teilweise oder gar nicht der biologischen Produktion gewidmet ist;
- 2° der Betrieb der Erzeugung von Produkten von differenzierter Qualität gewidmet ist oder nicht;
- 3° sich der Betrieb in einem Gebiet mit naturbedingten Benachteiligungen befindet oder nicht;
- 4° der Prozentsatz der Fläche des Dauergrünlands weniger als 50 % , oder mindestens 50 % beträgt;
- 5° die landwirtschaftliche Nutzfläche des Familienbetriebs pro AKE weniger als 60 Ha, oder mindestens 60 Ha beträgt;
- 6° der Betrieb seine Kulturen diversifiziert, dies mit mindestens fünf Spekulationen.

Die Anzahl Punkte für diese Kriterien wird in Anhang 1, Kapitel II, Ziffer 1 bestimmt.

§ 4. Die Bewertung, die aufgrund des Kriteriums der Investition erteilt wird, schwankt je nach dem schwachen, mittleren oder hohen Wert, der der Investition zugewiesen wird.

Der Wert der Investitionen wird in Anlage 3 bestimmt.

In Anwendung von Artikel 44 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 ist die minimale Bewertung, die zu erreichen ist, um eine Investitionsbeihilfe zu erhalten, 7,5 Punkte.

Art. 16 - § 1. Wenn der Antragsteller eine Genossenschaft ist, wird die Bewertung in Abweichung von Artikel 15 aufgrund folgender Kriterien erteilt:

- 1° die Anzahl beihilfefähiger Partner beträgt weniger als vier, zwischen mindestens 4 und weniger als sechs, oder mindestens sechs;
- 2° alle beihilfefähigen Partner:
 - a. haben die Schritte zur Notifizierung der Gesamtheit ihrer Aktivität im Bereich der biologischen Landwirtschaft bei einer gemäß Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die biologische Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 zugelassenen Kontrolleinrichtung eingeleitet, und
 - b. sind zum Zeitpunkt der Zahlung bei einer Kontrolleinrichtung zertifiziert. Die Anzahl Punkte für diese Kriterien wird in Anhang 1 Kapitel III bestimmt.

§ 2. Die Bewertung, die aufgrund des Kriteriums der Investition erteilt wird, schwankt je nach dem schwachen, mittleren oder hohen Wert, der der Investition zugewiesen wird.

Der Wert der Investitionen wird in Anlage 3 bestimmt.

§ 3. Für die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") wird eine Bewertung von 5 oder von 0 erteilt, je nachdem die Investition einen innovativen Charakter hat oder nicht.

In Anwendung von Artikel 44 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 ist die minimale Bewertung, die zu erreichen ist, um eine Investitionsbeihilfe zu erhalten, 12,5 Punkte.

Art. 17 - Über den Programmplanungszeitraum 2014-2020 wird der zusammengerechnete Höchstbetrag für die Investitionsbeihilfen und die Beihilfen für die nicht landwirtschaftliche Diversifizierung, der ein und demselben Beihilfempfänger gewährt wird, auf 200.000 Euro festgelegt.

Abschnitt 3 — Höhe der Beihilfe

Art. 18 - Für die natürlichen oder juristischen Personen, die keine Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA") und keine Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") sind, handelt es sich bei der Beihilfe um eine Kapitalsubvention, die einen Prozentsatz des Betrags der zulässigen Investition darstellt. Dieser Prozentsatz besteht aus einem Basissatz von 10 Prozent, der ggf. um folgende Zuschläge erhöht wird:

- 1° 10 Prozent, wenn eine natürliche Person unter 40 Jahren, die dem Partner angehört, beihilfefähig ist, und mindestens 25 Prozent des Betriebs besitzt.
- 2° 10 Prozent, wenn die Investition eine Sparte von anerkannten Qualitätsprodukten oder eine Sparte der biologischen Landwirtschaft betrifft;
- 3° 10 Prozent, wenn die Investition für eine Entwicklung des Betriebs hin zu einer größeren Nachhaltigkeit sehr günstig ist;
- 4° 5 Prozent, wenn die Investition für eine Entwicklung des Betriebs hin zu einer größeren Nachhaltigkeit günstig ist;
- 5° 5 Prozent, wenn der Betrieb 5 verschiedene Kulturen betreibt;
- 6° 5 Prozent, wenn sich der Antragsteller in einem Gebiet mit naturbedingten Benachteiligungen befindet;
- 7° 2,5 Prozent, wenn die landwirtschaftliche Nutzfläche des Betriebs pro AKE weniger als 60 Ha beträgt;
- 8° 2,5 Prozent, wenn mindestens die Hälfte der landwirtschaftlichen Nutzfläche des Betriebs aus Dauergrünland besteht.

Die unter Ziffer 3 genannte Bedingung ist erfüllt, wenn die Investition in Anhang 3 angegeben wird, und wenn in dem entsprechenden Feld in der Spalte "Wert für die natürlichen Personen" der Buchstabe H steht.

Die unter Ziffer 4 genannte Bedingung ist erfüllt, wenn die Investition in Anhang 3 angegeben wird, und wenn in dem entsprechenden Feld in der Spalte "Wert für die natürlichen Personen" der Buchstabe M steht.

Die Anzahl Punkte für die in Absatz 1 genannten Kriterien wird in Anhang 2 bestimmt.

Art. 19 - Für die Gerätenutzungsgenossenschaften ("CUMA") handelt es sich bei der Beihilfe um eine Kapitalsubvention, die einen Prozentsatz des Betrags der zulässigen Investition darstellt. Dieser Prozentsatz besteht aus einem Basissatz von 20 Prozent, der ggf. um folgende Zuschläge erhöht wird:

- 1° 10 Prozent, wenn die Investition für eine Entwicklung des Betriebs hin zu einer größeren Nachhaltigkeit sehr günstig ist;
- 2° 5 Prozent, wenn die Investition für eine Entwicklung des Betriebs hin zu einer größeren Nachhaltigkeit günstig ist;
- 3° 5 Prozent, wenn die Anzahl Landwirte höher als 6 ist;
- 3° 2,5 Prozent, wenn die Anzahl Landwirte zwischen 4 und 6 liegt.

Die unter Ziffer 1 genannte Bedingung ist erfüllt, wenn die Investition in Anhang 3 angegeben wird, und wenn in dem entsprechenden Feld in der Spalte "Wert für die Genossenschaften" der Buchstabe H steht.

Die unter Ziffer 2 genannte Bedingung ist erfüllt, wenn die Investition in Anhang 3 angegeben wird, und wenn in dem entsprechenden Feld in der Spalte "Wert für die Genossenschaften" der Buchstabe M steht.

Die Anzahl Punkte für die in Absatz 1 genannten Kriterien wird in Anhang 2 bestimmt.

Art. 20 - Für die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") handelt es sich bei der Beihilfe um eine Kapitalsubvention, die einen Prozentsatz des Betrags der zulässigen Investition darstellt. Dieser Prozentsatz besteht aus einem Basissatz von 20 Prozent, der ggf. um folgende Zuschläge erhöht wird:

- 1° 10 Prozent wenn die Investition für eine Entwicklung des Betriebs hin zu einer größeren Nachhaltigkeit sehr günstig ist;
- 2° 5 Prozent wenn die Investition für eine Entwicklung des Betriebs hin zu einer größeren Nachhaltigkeit günstig ist;
- 3° 5 Prozent wenn die Anzahl Landwirte höher als 6 ist;
- 3° 2,5 Prozent, wenn die Anzahl Landwirte zwischen 4 und 6 liegt.

Die unter Ziffer 1 genannte Bedingung ist erfüllt, wenn die Investition in Anhang 3 angegeben wird, und wenn in dem entsprechenden Feld in der Spalte "Wert für die natürlichen Personen" der Buchstabe H steht.

Die unter Ziffer 2 genannte Bedingung ist erfüllt, wenn die Investition in Anhang 3 angegeben wird, und wenn in dem entsprechenden Feld in der Spalte "Wert für die natürlichen Personen" der Buchstabe M steht.

Die Anzahl Punkte für die in Absatz 1 genannten Kriterien wird in Anhang 2 bestimmt.

KAPITEL V — Beihilfe für die nicht landwirtschaftliche Diversifizierung

Abschnitt 1 — Beihilfefähigkeit der Investitionen

Art. 21 - Im Rahmen der Beihilfe für die nicht landwirtschaftliche Diversifizierung in ländlichen Zonen kommen in Anwendung von Artikel 47 Absatz 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 die Investitionen in Betracht, die im Betrieb getätigt werden, und Folgendes betreffen:

- 1° den Kauf von neuen Ausrüstungen, die für die Weiterführung, die Weiterentwicklung oder die Schaffung einer Aktivität zur nicht landwirtschaftlichen Diversifizierung bestimmt sind, einschließlich der Verarbeitung und des Direktverkaufs auf dem Bauernhof von nicht landwirtschaftlichen Erzeugnissen aus dem Betrieb, wobei die IT-Geräte in Zusammenhang mit diesen Investitionen mit eingeschlossen sind;
- 2° den Bau und die innen befestigte Einrichtung einer Immobilie, die für die nicht landwirtschaftliche Diversifizierung bestimmt ist, einschließlich der Verarbeitung und des Direktverkaufs auf dem Bauernhof von nicht landwirtschaftlichen Erzeugnissen aus dem Betrieb.

Was Ziffer 2 betrifft, ist die Anzahl Investitionen auf die Aufnahmekapazität der Aktivität beschränkt.

Die Anschaffung von Gebäuden ist zwischen Mitgliedern eines gleichen Partners im Sinne von Artikel 1 Ziffern 13 und 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 nicht beihilfefähig.

§ 2. Unbeschadet von Artikel 3 sind die nicht beihilfefähigen Investitionen in Anwendung von Artikel 47 Absatz 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 der Bau und die Anschaffung von Gebäuden für ein Vorhaben im Bereich des Agrartourismus.

Abschnitt 2 — Die Auswahlkriterien

Art. 22 - Pro Auswahlzeitraum kann ein und derselbe Landwirt nur zwei Anträge auf Investitionsbeihilfen einreichen.

Art. 23 - § 1. Um die Anträge auf Investitionsbeihilfen im Bereich der nicht landwirtschaftlichen Diversifizierung auszuwählen, untersucht die Zahlstelle in Anwendung von Artikel 44 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 Kriterien in Bezug auf den Antragsteller, den Betrieb und die Investition.

§ 2. Die dem Antragsteller zugewiesene Bewertung beträgt 10 Punkte wenn mindestens eine der natürlichen Personen weniger als vierzig alt Jahre ist.

Die Bewertung ist gültig, wenn die natürliche Person, die dem Partner angehört, beihilfefähig ist, und mindestens 25 Prozent des Betriebs besitzt.

§ 3. Die Bewertung, die aufgrund der Kriterien in Bezug auf den Betrieb erteilt wird, schwankt je nachdem, ob

- 1° der Betrieb ganz, teilweise oder gar nicht der biologischen Produktion gewidmet ist;
- 2° der Betrieb der Erzeugung von Qualitätsprodukten gewidmet ist oder nicht;
- 3° sich der Betrieb in einem Gebiet mit naturbedingten Benachteiligungen befindet oder nicht;
- 4° die landwirtschaftliche Nutzfläche des Familienbetriebs pro AKE weniger als 60 Ha, oder mindestens 60 Ha beträgt;

Die Anzahl Punkte für die in Absatz 1 genannten Kriterien wird in Anhang 1 Kapitel IV bestimmt.

§ 4. In Anwendung von Artikel 44 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 ist die minimale Bewertung, die zu erreichen ist, um eine Investitionsbeihilfe zu erhalten, 2,5 Punkte.

Art. 24 - Für die natürlichen oder juristischen Personen, die keine Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA") und keine Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") sind, handelt es sich bei der Beihilfe um eine Kapitalsubvention, die einen Prozentsatz des Betrags der beihilfefähigen Investition darstellt. Dieser Prozentsatz besteht aus einem Basissatz von 20 Prozent, der ggf. um folgende Zuschläge erhöht wird:

- 1° 10 Prozent, wenn ein Junglandwirt, der dem Partner angehört, beihilfefähig ist, und mindestens 25 Prozent des Betriebs besitzt.
- 2° 10 Prozent, wenn die Investition eine Sparte von anerkannten Qualitätsprodukten oder eine Sparte der biologischen Landwirtschaft betrifft;
- 3° 5 Prozent, wenn sich der Antragsteller in einem Gebiet mit naturbedingten Benachteiligungen befindet;
- 4° 2,5 Prozent, wenn die landwirtschaftliche Nutzfläche des Betriebs pro AKE weniger als 60 Ha beträgt;

Die Anzahl Punkte für die in Absatz 1 genannten Kriterien wird in Anhang 2 bestimmt.

KAPITEL VI — *Ergänzende Investitionsbeihilfe für die Verarbeitung und Vermarktung von Agrarerzeugnissen oder die Entwicklung von Agrarerzeugnissen, sowie für im Bereich der ersten Holzverarbeitung tätige Unternehmen*

Art. 25 - § 1. In Anwendung von Artikel 58 § 2 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 sind die beihilfefähigen Investitionen:

- 1° der Kauf von neuen Ausrüstungen, die für die Verarbeitung oder die Vermarktung der Erzeugnisse der Partner der Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") notwendig sind;
- 2° der Bau, die Anschaffung oder die Renovierung von Immobilien, unter der Bedingung, dass sie für die Produktion der Partner der Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") nützlich sind;
- 3° der Bau, die Anschaffung oder die Renovierung von Immobilien, die für die Geräte der Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") notwendig sind.

Was die Ziffern 2 und 3 betrifft, ist die Anschaffung eines Gebäudes zwischen Mitgliedern eines gleichen Partners im Sinne von Artikel 1 Ziffern 13 und 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 nicht beihilfefähig.

§ 2. In Anwendung von Artikel 58 § 2 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 sind die nicht beihilfefähigen Investitionen:

- 1° der Kauf von Grundstücken, von einjährigen Pflanzen, von Tieren, sowie von gebrauchten Ausrüstungen;
- 2° die Pacht von Ländereien, die Miete von Immobilien und Ausrüstungen;
- 3° die einfache Ersetzung;
- 4° die Bewässerung, die Wasserfassungen und die Entwässerung von landwirtschaftlichen Flächen;
- 5° Steuern;
- 6° die Kosten für Studien, für Architektenleistungen, die Notar-, Revisor- und Geometerkosten.

Art. 26 - § 1. In Anwendung von Artikel 58 § 3 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 sind die beihilfefähigen Investitionen:

- 1° der Kauf von neuen Ausrüstungen, die für die Verarbeitung oder die Vermarktung der Erzeugnisse der Unternehmen;
- 2° der Bau, die Anschaffung oder die Renovierung von Immobilien, die zur Lagerung und zur Verarbeitung von Agrarerzeugnissen oder Holz und zur Vermarktung der Produktion des Unternehmens dienen;
- 3° der Bau, die Anschaffung oder die Renovierung von Immobilien, die zur Unterbringung der Geräte des Unternehmens dienen;
- 4° die Nebeninvestitionen in Verbindung mit den in Ziffern 2 und 3 genannten Ausgaben, solange sie zwölf Prozent dieser Kosten nicht übertreffen.

Was die Ziffern 2 und 3 betrifft, ist die Anschaffung eines Gebäudes zwischen Mitgliedern eines gleichen Partners im Sinne von Artikel 1 Ziffern 16 und 17 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 nicht beihilfefähig.

Die Nebeninvestitionen nach Ziffer 4 sind die Kosten für die Leistungen von Architekten, Ingenieuren und Beratern, sowie die Kosten in Verbindung mit Machbarkeitsstudien, dem Erwerb von Patenten und Lizenzen.

§ 2. In Anwendung von Artikel 58 § 3 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 sind die nicht beihilfefähigen Investitionen:

- 1° diejenigen, die sich hauptsächlich auf den Einzel- oder auf den Großhandel beziehen, sowie diejenigen im Bereich des Vertriebs und der dies betreffenden Filialen;
- 2° die Anschaffung von Grundstücken und die damit verbundenen Kosten;
- 3° die Anschaffung von Gebäuden ohne Verbesserung deren Struktur;
- 4° Verschönerungs- und Freizeitaktivitäten;
- 5° diejenigen in Zusammenhang mit Wohngebäuden oder Teilen von Wohngebäuden wie z.B. Pförtneräume;
- 6° der Kauf von Möbeln und Büromaterial;
- 7° Reparatur- und Instandhaltungsarbeiten;
- 8° die Anschaffung von gebrauchtem Material;
- 9° der Ersatz von Ausrüstungen, die bereits dem Unternehmen gehören, durch identische neue oder gleichwertige Ausrüstungen;
- 10° Steuern;
- 11° Transportmittel, die der Aktivität fremd sind.

In Anwendung von Artikel 61 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 wird der Höchstbetrag der ergänzenden Beihilfe, die über den Programmplanungszeitraum 2014-2020 ein und demselben Beihilfeempfänger gewährt wird, auf 500.000 Euro festgelegt.

KAPITEL VII — Bürgschaft

Art. 27 - Das Bruttosubventionsäquivalent der Bürgschaft nach Artikel 71 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 wird nach der gemäß folgender Bestimmungen festgelegten Methode berechnet.

Art. 28 - In Übereinstimmung mit Artikel 5 § 4 c) i) der Verordnung Nr. 702/2014 und der Mitteilung der Kommission vom 20. Juni 2008 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen in Form von Haftungsverpflichtungen und Bürgschaften entspricht das Bruttosubventionsäquivalent dem Gesamtbetrag der jährlichen Subventionsäquivalente, die für jedes Jahr, während dessen die Bürgschaft gewährt wird, nach Artikel 29 berechnet und nach Artikel 32 abgezinst werden.

Art. 29 - Das jährliche Subventionsäquivalent entspricht der jährlichen "Safe-Harbour-Prämie" nach Artikel 30, multipliziert mit dem während des betreffenden Jahres tatsächlich gedeckten, gemäß Artikel 31 berechneten Gesamtbetrag.

Art. 30 - In Übereinstimmung mit der Mitteilung der Kommission vom 20. Juni 2008 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen in Form von Haftungsverpflichtungen und Bürgschaften, so wie sie durch die Berichtigung vom 25. September 2008 der Mitteilung der Kommission über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen in Form von Haftungsverpflichtungen und Bürgschaften korrigiert wurde, wird die jährliche "Safe-Harbour-Prämie" je nach der Bonität nach folgender Tabelle bestimmt:

Bonität	Jährliche "Safe-Harbour-Prämie"
Höchste Bonität	0,4%
Sehr starke Fähigkeit zur Erfüllung von Zahlungsverbindlichkeiten	0,55%
Starke Fähigkeit zur Erfüllung von Zahlungsverbindlichkeiten	0,8%
Angemessene Fähigkeit zur Erfüllung von Zahlungsverbindlichkeiten	2%
Bonität kann von nachteiligen Entwicklungen beeinflusst werden	3,8%
Bonität wird wahrscheinlich durch nachteilige Entwicklungen beeinflusst	6,3%

In Abweichung von Absatz 1 wird die "Safe-Harbour-Prämie" auf 3,8 % festgelegt, wenn der Betrieb keine Bonitätsgeschichte und kein auf einem Bilanzansatz basierendes Rating hat. Dieser Satz darf niemals niedriger sein als derjenige, der für die Muttergesellschaft oder die Muttergesellschaften anwendbar wäre.

Art. 31 - Der Gesamtbetrag, der während des betreffenden Jahres effektiv durch die Bürgschaft gedeckt wird, entspricht der Summe folgender Elemente:

- 1° das gemäß Artikel 70 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 verminderte garantierte Kapital, welches am 1. Tag des betreffenden jährlichen Zeitraums berechnet wird;
- 2° der gemäß der Vereinbarung am 1. Tag des betreffenden jährlichen Zeitraums berechnete Zinssaldo nach Maßgabe des garantierten Restkapitalsaldos;
- 3° die jährlichen Zinsen zum gesetzlichen Zinssatz des betreffenden Jahres, berechnet nach Maßgabe des garantierten Restsaldos, der am 1. Tag des betreffenden jährlichen Zeitraums berechnet wird;
- 4° die Kosten für den Kredit, nach Maßgabe des garantierten Restkapitalsaldos, der am 1. Tag des betreffenden jährlichen Zeitraums berechnet wird, unter Ausschluss der vor der Gewährung der Kreditmittel gezahlten Kosten.

Art. 32 - Die jährlichen Subventionsäquivalente für alle Jahre mit Ausnahme des ersten Jahres werden nach folgender Berechnung aktualisiert:

$$ESAA = ESA \times (1 + \text{Abzinsungssatz})^x$$

in der:

- 1° ESA das jährliche Subventionsäquivalent des betreffenden Jahres ist;
- 2° ESAA das auf den Gegenwartswert abgezinst jährliche Subventionsäquivalent;
- 3° der Abzinsungssatz ist der letzte, von der Belgischen Nationalbank am Tag der Gewährung der Bürgschaft veröffentlichte 1-Jahr-Euribor-Zinssatz mit einem Zuschlag von 100 Punkten gemäß der Mitteilung der Kommission vom 19. Januar 2008 über die Änderung der Methode zur Festsetzung der Referenz- und Abzinsungssätze;
- 4° X ist die Anzahl der vollständigen Jahre, die seit der Gewährung der Garantie abgelaufen sind.

Art. 33 - In Anwendung von Artikel 65 § 6 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 wird die Entsprechungstabelle der Bonitäten in Anhang 4 angeführt.

Namur, den 10. September 2015

R. COLLIN

ANHANG 1

KAPITEL I — Punkte für die Auswahlkriterien in Bezug auf den Antragsteller für die Niederlassungsbeihilfen

Erfahrung* (M = Monate)	Punkte
M<6	0
6<=M<12	10
12<=M<24	15
M>=24	20
Praktikum * (S = Werktage)	Punkte
20<S<40	15
40<=S<60	30
S>=60	45
Einsatztage über einen Vertretungsdienst (M = Monate)	Punkte
M<2	2
2<=M<4	5
4<=M<6	10
M>=6	15
Zweckmäßigkeit des Projekts	Zweckmäßigkeit des Projekts
Nicht zweckmäßig	0
Zweckmäßig	5
Sehr zweckmäßig	10

KAPITEL II — Auswahlkriterien in Bezug auf die Investitionsbeihilfen

1° Punkte für die mit dem Betrieb verbundenen Kriterien

BIO-Betrieb	Punkte
Nein	0
Teilweise	2,5
Ganz	5
Betrieb für Qualitätserzeugnisse	Punkte
Nein	0
Ja	2,5
Der Betrieb befindet sich in einem Gebiet mit naturbedingten Benachteiligungen	Punkte
NEIN	0
JA	5
Dauergrünland (X = der Prozentsatz des Dauergrünlands)	Punkte
X<50	0
X>=50	2,5
Familienbetrieb (X=LN/AKE)	Punkte
X<60	2,5
X>=60	0
Diversifizierung der Kulturen	Punkte
NEIN	0
JA	5

2° Punkte für die mit der Investition verbundenen Kriterien

Höhe der Investition nach Anhang 3	Punkte
Schwach	5
Mittel	10
Hoch	12,5

KAPITEL III — Auswahlkriterien in Bezug auf die Genossenschaften

1° Punkte für die mit dem Antragsteller verbundenen Kriterien

Anzahl Genossenschaftsmitglieder	Punkte
$X < 4$	0
$4 \leq X < 6$	5
$X \geq 6$	12,5
Alle Genossenschaftsmitglieder sind für die biologische Landwirtschaft zertifiziert	Alle Genossenschaftsmitglieder sind für die biologische Landwirtschaft zertifiziert
NEIN	0
JA	5

2° Punkte für die mit der Investition verbundenen Kriterien

Höhe der Investition nach Anhang 3	Punkte
Schwach	12,5
Mittel	17,5
Hoch	22,5

KAPITEL IV — Auswahlkriterien in Bezug auf die nicht landwirtschaftliche Diversifizierung

BIO-Betrieb	Punkte
Nein	0
Teilweise	2,5
Ganz	5
Betrieb für Qualitätserzeugnisse	Punkte
Nein	0
Ja	2,5
Der Betrieb befindet sich in einem Gebiet mit naturbedingten Benachteiligungen	Punkte
NEIN	0
JA	5
Familienbetrieb ($X = LN/AKE$)	Punkte
$X < 60$	2,5
$X \geq 60$	0

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 10. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 10. September 2015

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

ANHANG 2

KAPITEL I — Zuschlag für natürliche oder juristische Personen (mit Ausnahme der Gerätenutzungsgenossenschaften ("CUMA") und der Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC")) gemäß Artikel 18

Alter	Punkte
X <= 40	10
X > 40	0
Bio oder Qualitätsprodukte	Punkte
NEIN	0
JA	10
Nachhaltigkeit	Punkte
Günstig	5
Sehr günstig	10
Diversifizierung der Kulturen	Punkte
X <= 4	0
X >= 5	5
Der Betrieb befindet sich in einem Gebiet mit naturbedingten Benachteiligungen	Punkte
NEIN	0
JA	5
Dauergrünland (X= der Prozentsatz des Dauergrünlands)	Punkte
X < 50	0
X >= 50	2,5
Familienbetrieb (X=LN/AKE)	Punkte
X < 60	2,5
X >= 60	0

KAPITEL II — Zuschlag für die Gerätenutzungsgenossenschaften ("CUMA") nach Artikel 19

Nachhaltigkeit	Punkte
Günstig	5
Sehr günstig	10
Anzahl Genossenschaftsmitglieder	Punkte
X < 4	0
4 < X < 6	2,5
X >= 6	5

KAPITEL III

Zuschlag für die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") nach Artikel 20

Nachhaltigkeit	Punkte
Günstig	5
Sehr günstig	10
Anzahl Genossenschaftsmitglieder	Punkte
X < 4	0
4 < X < 6	2,5
X >= 6	5

KAPITEL IV — Zuschlag für natürliche oder juristische Personen (mit Ausnahme der Gerätenutzungsgenossenschaften ("CUMA") und der Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC")) gemäß Artikel 23

Alter	Punkte
X <= 40	10
X > 40	0
Bio oder Qualitätsprodukte	Punkte
NEIN	0
JA	10
Der Betrieb befindet sich in einem Gebiet mit naturbedingten Benachteiligungen	Punkte
NEIN	0
JA	5
Familienbetrieb (X=LN/AKE)	Punkte
X < 60	2,5
X >= 60	0

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 10. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 10. September 2015

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion,
R. COLLIN

ANHANG 3

Der Wert der Investitionen wird folgendermaßen verteilt:

Wert für die natürlichen Personen	Wert für die Genossenschaften	Beihilfefähige Investition	Beschreibung
X	X	Tränke vom Typ Weidetrog in einem nicht vorrangigen Gebiet	Weidetrog von mindestens 1m ³ einschließlich Wasserversorgung (höchstens 1 Tränke pro Abschnitt von 3 Hektar)
X	X	Tränke vom Typ Weidetrog in einem vorrangigen Gebiet	Weidetrog von mindestens 1m ³ einschließlich Wasserversorgung (höchstens 1 Tränke pro Abschnitt von 3 Hektar)
H	H	Zubehör	Ergänzendes Werkzeug zur Grundmaschine (Teleskopisch, Traktor, Siloentleerer,...) außer Reifen, Felgen und Raupen
H	F	Ankauf von Gebäuden	Erwerb des Eigentums, des bloßen Eigentums, des Nießbrauchs, der landwirtschaftlichen Ausgleichszahlung eines Gebäudes
X	X	Ankauf von Vieh	Ankauf von Vieh auf Rechnung - nicht beihilfefähig
M	X	Verbesserung der Umgebung	Hof, Weg, Landschaft beihilfefähig falls die Städtebaugenehmigung auferlegt wird
H	X	Bodenverbesserung	Einrichtung mit Zulassung einer Brunnenwassergewinnungsstelle unter der Bedingung der Ansiedlung eines neuen Aufzuchtstalls und unter der Bedingung, dass keine Wasserleitung verfügbar ist.

Wert für die natürlichen Personen	Wert für die Genossenschaften	Beihilfefähige Investition	Beschreibung
H	H	Gartenbaueinrichtung	Gebäude mit Ausrüstung zwecks Reinigung, Verpackung, Lagerung vor der Vermarktung
H	H	Ausstattung von Gebäuden	Ausstattung, Renovierung, Modernisierung jedes Gewerbegebäudes
X	X	Tränke vom Typ Selbsttränke in einem nicht vorrangigen Gebiet	Selbsttränke einschließlich Wasserversorgung (höchstens 1 Tränke pro Abschnitt von einem Hektar)
X	X	Tränke vom Typ Selbsttränke in einem vorrangigen Gebiet	Selbsttränke einschließlich Wasserversorgung (höchstens 1 Tränke pro Abschnitt von einem Hektar)
M	M	Einkreisel/Doppelkreisel-schwader	Einkreisel, Zweikreisel, Front, Heck, aufgesattelt oder gezogen
H	M	Quetsche	Getreidequetsche zur Viehfütterung
F	H	Kartoffelroder mit Eigenantrieb	
M	H	Kartoffelroder	
M	H	Zuckerrüben/Zichorienroder	
F	H	Zuckerrüben/Zichorienroder mit Eigenantrieb	
M	H	Selbstladewagen	
X	X	Abdeckvlies	Abdeckvlies vom Typ Toptex - nicht beihilfefähig
M	M	Förderband	Für die Ernte oder Lagerung der Waren
F	F	bewegliche Wippe	
M	M	Bau eines landwirtschaftlichen Gebäudes (multifunktio-nell)	Gebäude mit mindestens 2 Zweckbestimmungen (z.B. Lagerhalle mit Tierhaltung)
X	X	Ankauf von Gebäuden (Installation)	Im Rahmen der Installation Erwerb des Eigentums, des bloßen Eigentums, des Nießbrauchs, der landwirtschaftlichen Ausgleichszahlung eines Gebäudes
F	M	Schaufel/Anhänger	Standard, hydraulisch, einteilig, mehrteilig, heb- und senkbar oder nicht
H	H	bewegliche Wippe	
H	H	Viehtransporter	Standard oder hydraulisch
H	H	Jäthacke/Motorhacke/mechanischer Unkrautvernichter	
M	H	Bürste/Kehrbürste	Zur Reinigung der Umgebung oder Wege (mit Eigenantrieb oder manuell)
X	X	Brucellose	
M	H	Häufler	Möhre, Kartoffel, Spargel
M	H	Silagekasten	
X	X	Sortieranlage	Eier, Obst und Gemüse BAT
H	X	Kompaktladegerät/Stallreiniger	Andere als Abstreifer, Schaffer, beweglich
X	X	Frontlader	ACCES
F	H	Zuckerrüben/Zichorienlader mit Eigenantrieb	
M	H	Pflug	Schar-, Scheibenpflug
F	X	Bau eines Stalls für Zucht-pferde	
X	X	Festzaun in einem nicht vorrangigen Gebiet	
X	X	Festzaun in einem vorrangigen Gebiet	

Wert für die natürlichen Personen	Wert für die Genossenschaften	Beihilfefähige Investition	Beschreibung
M	H	Werkzeugkombinationen	Aussaat, Ernte, Instandhaltung
X	X	Verpackungsmaterial	BAT
F	M	Güllebehälter	Mit einem größeren Volumen als demjenigen einer Tonne, kann mehrere Tonnen vor Ort beschicken
H	F	mobiler Fangstand	
H	X	feststehender Fangstand	Mit oder ohne Einstellsystem
F	F	Erntekisten/Pallox	
X	X	Erstinstallation (neue Einrichtung)	
F	M	Freischneidegerät	Mit Ketten oder Hämmern
M	H	Grubber	Mit Zinken, Scheiben, Federzinkengrubber (Front, Heck)
H	H	Bodenlockerer/Tieflockerer	Mit Zinken
M	H	mobile Reinigungs- und Entsteinungsanlage	Kartoffel/Rübe
H	F	Ballenabroller	
H	H	Folien- und Planenabroller	Für Silos, Zuckerrübenhaufen und den Schutz der Kulturen
F	F	chemisches Unkrautvernichtungsgerät mit Pendelsystem	
H	M	Siloentnahmeggerät	Verteilgerät, mit Eigenantrieb,...
X	X	Mechanisches Unkrautvernichtungsgerät	BINEU
H	H	thermisches Unkrautvernichtungsgerät mit Gas	
M	H	Kartoffelenterder	
F	X	nicht landwirtschaftliche Diversifizierung/ Dienstleistungen	Pferdebox mit Dienstleistung
M	M	Planierschaber	
H	H	Laubschneider	
M	M	Entlauber	Für die Zuckerrüben
M	H	Verpackungs- / Umreifungsmaschine	
H	X	professionelle erneuerbare Energie	Biometh 10, Biogasgewinnung < 10kW, Photovoltaik, Windkraft, ...Für Eigenverbrauch
X	X	professionelle und überschüssige erneuerbare Energie	Die Anlagen mit Verkauf der Energie sind nicht beihilfefähig
F	H	Feldhäcksler mit Eigenantrieb	
F	F	Feldhäcksler	
M	H	Material zur Unterhaltung der Gartenbaukulturen	Gartenschere, Höhenstapler, Hubarbeitsbühne,...
M	M	Miststreuer	
M	M	Düngerstreuer/-verteiler	
M	M	Silageverteiler	
H	X	Stallausrüstung Rinder	Aufzucht, Mast, Milch, gemischt
H	X	Stallausrüstung Zuchtpferde	
H	X	Stallausrüstung Kleinviehzucht BIO oder DQ	Geflügel, ...Alles außer Rinder, Schweine, Pferde und deren Abkömmlinge BIO oder DQ
H	X	Stallausrüstung Kleinviehzucht	Alles außer Rinder, Schweine, Pferde und deren Abkömmlinge
H	X	Schweinstallausrüstung BIO oder DQ	Aufzucht oder Mast BIO oder DQ

Wert für die natürlichen Personen	Wert für die Genossenschaften	Beihilfefähige Investition	Beschreibung
H	X	Schweinstallausrüstung	Aufzucht oder Mast
H	X	Ausrüstung Gewächshäuser	
H	X	Bau eines Rinderstalls	Aufzucht, Mast, Milch, gemischt
X	X	Etikettierer	BAT
M	M	Zettwender/Breitstreuer	
M	M	Front-/Seitenmäherwerk	Mit Messern
M	H	Mähaufbereiter	
F	H	Mähaufbereiter mit Eigenantrieb	
M	M	Schlegelmulcher/Forstmulcher	Mit Klängen
X	X	Material für Bewässerungsdüngung	BAT
M	H	Bau eines Kühlschranks	Kühlraum/klimatisierte Lagerhalle
H	X	Tourismus auf dem Bauernhof	
H	H	GPS/Spurführungssystem/Präzisionslandwirtschaft	
F	F	Kran	
F	M	Halle zur Lagerung und Materialaufbewahrung	
H	H	Striegelegge	
M	H	Kreisel- /Rüttelegge	
M	H	EGge	Kurzscheibenegge, Striegel, nicht kraftbetriebene EGge (aufgesattelt oder frontal)
X	X	Erstinstallation: Ankauf von Vieh (Aufstockung)	Ankauf von Vieh auf Rechnung während der ersten 12 Monate
X	X	Erstinstallation: Ankauf von Material (Aufstockung)	Ankauf von neuem Material auf Rechnung während der ersten 12 Monate
F	F	Immobilien	
M	M	Professionelles elektronisches Material/Datenverarbeitungsmaterial	
X	X	Zweite Installationsphase:	
X	X	Erstinstallation (Übernahme)	
F	H	Zuckerrüben-/Zichorienvollernter	
X	X	Bewässerungsausrüstung	
F	M	Hubwagen/Clark	
H	X	Funktioneller Melkstand, Milchanlage und Milchkühler	Karussell, Melkroboter, Milch- /Kühltank
X	X	Waschanlage	BAT
X	X	Arbeitskräfte für die Anbringung von Einfriedungen in einem nicht vorrangigen Gebiet	
X	X	Arbeitskräfte für die Anbringung von Einfriedungen in einem vorrangigen Gebiet	
X	X	Angleichung der Lagerinfrastrukturen an die geltenden Vorschriften	
H	F	Futtermischwagen	
H	F	Futtermischwagen mit Eigenantrieb	
F	F	Mobiler Güllemischer	
F	F	Mobiliar	

Wert für die natürlichen Personen	Wert für die Genossenschaften	Beihilfefähige Investition	Beschreibung
M	H	Mähdrescher	
X	X	Hubarbeitsbühne	ENTRH
H	X	Kälberhütten	Ankauf eines Loses
X	X	Werkzeug	Handwerksmaterial, Hochdruckreiniger, Generator, Schweißgerät, Kompressor...
H	F	Einstreuwagen mit Eigenantrieb	
H	F	Verteilwagen	
X	X	Palettiermaschine	BAT
H	X	Pädagogischer oder sozialer Bauernhof	
F	F	Baggerlader/Bulldozer	
X	X	Waage	BAT
H	X	Stallbau Kleinviehzucht BIO oder DQ	Geflügel, ...Alles außer Rinder, Schweine, Pferde und deren Abkömmlinge BIO oder DQ
H	X	Stallbau Kleinviehzucht	Geflügel, ...Alles außer Rinder, Schweine, Pferde und deren Abkömmlinge
M	X	Anpflanzungen	
M	H	Pflanzmaschine	
M	H	Kartoffellegemaschine	
H	H	Felgen und Niederdruckreifen	
X	X	Felgen und Zwillingsreifen	
F	M	Wiegebrücke	
H	X	Bau eines Schweinestalls BIO oder DQ	Aufzucht oder Mast BIO oder DQ
H	X	Bau eines Schweinestalls	Aufzucht oder Mast
M	H	Ballenpresse	Rundballen-, Quaderballen-, Kleinballenpresse mit oder ohne Messern, mit oder ohne Draht
X	X	Verarbeitung oder Vermarktung von Milchprodukten	Milchkrise (L2)
M	X	Frost- und Witterungsschutzsystem	Hagelnetze
M	H	Selbstfahrende Feldspritze	
M	H	Feldspritze	
M	H	Garten-Erntematerial	
X	X	Planerstellung	
F	M	Anhänger/Pritsche	
M	H	Garten-Umpflanzungsmaterial	
X	X	Spätere Betriebsübernahme	Vereinbarungsgebundene Übernahme eines Außenbetriebs
M	H	Kompostmietenumsetzer	
H	X	Stallreiniger	
X	X	Rotorhacke/Fräser	HERRO
M	H	Untergrundpacker/Frontpacker	
M	H	Reihensämaschine/Mehrkornsämaschine	Getreide
M	H	Präzisions-Sämaschine/ Einzelkornsämaschine	Mais, Zuckerrüben, Zichorien, ...
H	H	Sämaschine ohne Pflug	
M	X	Bewegliches Gewächshaus	Tunnel

Wert für die natürlichen Personen	Wert für die Genossenschaften	Beihilfefähige Investition	Beschreibung
H	X	Bau eines Gewächshauses	
F	X	Dienstleistung an die Öffentlichkeit	Salz, Schneeräumung, Pflege der öffentlichen Hecken
H	X	Fahrsilo	
H	X	Hochsilo/Trichter	
X	X	Tiefgrubber	DECOM
X	X	Lagerung von Dung	MCIS
X	X	Überwachung der Planumsetzung	
H	H	Automatische Reifendruckregelanlage	
X	X	Frontpacker	ROULE
M	X	Milchtaxi	
H	M	Teleskopisch	Selbstfahrender Manitou mit oder ohne Gelenk-Teleskoparm
X	X	Ankauf von Ländereien	Ankauf von Ländereien auf Urkunde
H	H	Güllefass mit Gestell/Ausleger/Injektoren	
F	F	Wasserfass	
M	H	Güllefass mit Palette/Pendelvorrichtung	
M	H	Traktor	
X	X	Bewegliche Melkmaschine	BAT
X	H	Transport	Transport von Rohstoffen und Endprodukten (Lastwagen,...)
H	X	Verarbeitung Achse 3: landwirtschaftliche Diversifizierung	Bau und Einrichtung eines Gebäudes für: Butter, Joghurt,....
H	X	Verarbeitung Achse 3: nicht landwirtschaftliche Diversifizierung	Bau und Einrichtung eines Gebäudes für: Backwaren, Eis, Kekse, Teigwaren
X	X	Sortiermaschine	BAT
M	X	Nutzfahrzeug	Fahrzeug für den direkten Verkauf (Kühlwagen, ...) - außer Vierradantrieb, Quad
H	X	Direkter Verkauf landwirtschaftliche Diversifizierung	Butter, Joghurt, ...
H	X	Direkter Verkauf nicht landwirtschaftliche Diversifizierung	Gaststättengewerbe, Backwaren, Eis, Kekse und Teigwaren
X	X	Kurzscheibenegge/Grubber	DECHA

Erläuterung der Tabelle:

X: keines

F: schwach

M: mittel

H: stark

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 10. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über die Beihilfen für die Entwicklung Erzeugung und die Investition im Agrarsektor als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 10. September 2015.

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

ANHANG 4

Die Entsprechungstabelle der Bonitäten nach Artikel 65 § 6 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor wird wie folgt bestimmt:

Bonität	Standard & Poor's	Fitch	Moody's
Höchste Bonität	AAA AA+ AA AA-	AAA AA+ AA AA-	Aaa Aa1 Aa2 Aa3
Sehr starke Fähigkeit zur Erfüllung von Zahlungsverbindlichkeiten	A+ A A-	A+ A A-	A1 A2 A3
Starke Fähigkeit zur Erfüllung von Zahlungsverbindlichkeiten	BBB+ BBB BBB- BB+	BBB+ BBB BBB- BB+	Baa1 Baa2 Baa3 Ba1
Angemessene Fähigkeit zur Erfüllung von Zahlungsverbindlichkeiten	BB BB-	BB BB-	Ba2 Ba3
Bonität kann von nachteiligen Entwicklungen beeinflusst werden	B+ B	B+ B	B1 B2
Bonität wird wahrscheinlich durch nachteilige Entwicklungen beeinflusst	B-	B-	B3
Bonität hängt von anhaltend günstigen Bedingungen ab	CCC+ CCC CCC- CC	CCC+ CCC CCC- CC C	Caa1 Caa2 Caa3
In oder nahe Zahlungsverzug	SD D	DDD DD D	Ca C

Die Tabelle in Absatz 1 bezieht sich auf die Ratingstufen, auf die sich der Bankensektor am häufigsten stützt, und erlaubt es der zugelassenen Kreditanstalt, ihr eigenes Ratingsystem zuzuordnen.

Es wird nicht verlangt, dass der Kreditantragsteller von den in der Tabelle in Absatz 1 angeführten Rating-Agenturen bewertet wird.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 10. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 10. September 2015

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204765]

10 SEPTEMBER 2015. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuren, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

Gelet op Verordening (EU) Nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr.1310/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende bepaalde overgangsbepalingen inzake steun aan plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO), houdende wijziging van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft middelen en de verdeling ervan met betrekking tot 2014, houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad en de Verordeningen (EU) nr. 1307/2013, (EU) nr. 1306/2013 en (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de toepassing ervan in 2014;

Gelet op Verordening (EU) nr. 807/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot invoering van overgangsbepalingen;

Gelet op Verordening (EU) Nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op de uitvoeringsverordening (EU) nr. 808/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo);

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.242, D.243, D.245 en D.246;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector, de artikelen 4, derde lid 3, 11, § 2, 18, derde lid 3, 19, § 2, tweede lid, 25, derde lid, 28, tweede lid 2, 33, vijfde lid, 41, 43, 44, § 1, tweede lid, 45, 46, derde lid, 47, vijfde lid 5, 58, § 2, tweede lid, en § 3, tweede lid, 61, 65, § 6, tweede lid, 71;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 mei 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 september 2015;

Gelet op het rapport van 22 april 2015 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid d.d. 23 april 2015 en 18 juni 2015;

Gelet op het advies nr. 57.865/2/V van de Raad van State, gegeven op 26 augustus 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 27 mei 1993 betreffende de opleiding en de bijscholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn;

Overwegende dat de toekenning van de overheidsgarantie een vrijgestelde staatssteun vormt overeenkomstig Verordening nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard, bekendgemaakt in het Publicatieblad van de Europese Unie op 1/07/2014 onder referte "PB L 193 van 1.7.2014, blz. 1-75", in het bijzonder overeenkomstig hoofdstuk I en de artikelen 14 en 18,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de indiening, de behandeling en de betaling van de steunaanvraag*

Artikel 1. Onder "besluit van de Waalse Regering van 10 September 2015" wordt verstaan : het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 4, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, eindigt de behandeling van het dossier uiterlijk de laatste dag van de volgende selectieperiode.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 11, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, komen niet in aanmerking voor de steun :

- 1° de aankoop van grond, eenjarige planten, bedrijfstoelagen, quota, dieren, klein gereedschap alsook tweedehands materiaal;
- 2° de vervanging;
- 3° de irrigatie en de drainering van landbouwgronden;
- 4° de belastingen;
- 5° de studiekosten, de erelonen van de architect, de notaris, de revisor, en de landmeter;
- 6° de uitrustingen in de weilanden;
- 7° de "terreinauto's" of van het type "quad".

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen betreffende de selectiecriteria*

Art. 4. § 1. Overeenkomstig artikel 28, tweede lid, en artikel 44, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, stelt het betaalorgaan een lijst op van de steunaanvragen die voor een selectieperiode in aanmerking komen. De indieningsdatum bepaalt de selectieperiode waarop het dossier betrekking heeft.

§ 2. Als de fondsen ontoereikend zijn, wordt de begroting toegekend aan de dossiers in de volgorde van de lijst opgesteld in functie van hun notering, van de hoogste naar de laagste en in geval van samenloop in de noteringen, in functie van de indieningsdatum.

Deze lijst wordt voor elke selectieperiode opgesteld.

§ 3. De selectieperiodes bedoeld in paragraaf 1 lopen van 1 januari tot 31 maart, van 1 april tot 30 juni, van 1 juli tot 30 september en van 1 oktober tot 31 december.

HOOFDSTUK III. — *Steun voor de vestiging door overname of oprichting**Afdeling 1. — De subsidiabiliteitscriteria*

Art. 5. Voor de toepassing van artikel 18, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 oefent een jonge landbouwer die niet uitsluitend bedrijfshoofd is, een effectieve controle uit als hij aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet :

- 1° zijn handtekening is noodzakelijk of voldoende voor het beheer van het bedrijf;
- 2° zijn deelname is niet beperkt in de tijd;
- 3° zijn deelname aan de risico's en winsten is evenredig met zijn deelname in de entiteit;
- 4° hij is landbouwer in hoofdberoep;
- 5° hij is beheerder van de rechtspersoon, in voorkomend geval;
- 6° hij ondertekent een overeenkomst waarin hij de verbintenis aangaat om bedrijfshoofd te zijn.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 19, § 2, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, beschikt een jonge landbouwer over een voldoende kwalificatie in de zin van artikel 19, § 2, eerste lid, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 om een steun voor de vestiging te krijgen, als hij houder is, hetzij van :

- 1° een bachelordiploma of een master in een agronomische oriëntatie of een gelijkwaardig diploma erkend door een Lidstaat van de Europese Unie;
- 2° een door een Staatsjury gehomologeerd of uitgereikt getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, afgekort CESS, en het kwalificatiegetuigschrift van het 6de jaar van het secundair onderwijs, afgekort CQ6, met een oriëntatie landbouw of tuinbouw of de gelijkwaardige getuigschriften erkend door een Lidstaat van de Europese Unie;
- 3° een "CESS" behaald aan het einde van het technisch doorstromingsonderwijs in de agronomische wetenschappen of het gelijkwaardige diploma erkend door een Lidstaat van de Europese Unie;
- 4° een CESS of CQ6 in een landbouw- of tuinbouworientatie of het gelijkwaardige diploma erkend door een Lidstaat van de Europese Unie alsook een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding van het type B of het door de Duitstalige of Vlaamse Gemeenschap uitgereikte opleidingsgetuigschrift voor landbouwers, of een aanvullend beroepsopleidingsgetuigschrift voor landbouwers uitgereikt aan het einde van een programma van minstens honderd vijftig uren, aangevuld met ofwel twee jaar praktijkervaring in hoofdberoep als medewerker of meewerkend echtgenoot, ofwel twee jaar praktijkervaring voltijds als loontrekkende in de landbouw- of tuinbouwsector;
- 5° een diploma van het hoger of universitair onderwijs met een niet-agronomische oriëntatie of het gelijkwaardige diploma erkend door een Lidstaat van de Europese Unie alsook een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding van het type B of het door de Duitstalige of Vlaamse Gemeenschap uitgereikte opleidingsgetuigschrift voor landbouwers, of een aanvullend beroepsopleidingsgetuigschrift voor landbouwers uitgereikt aan het einde van een programma van minstens honderd vijftig uren, aangevuld met ofwel twee jaar praktijkervaring in hoofdberoep als medewerker of meewerkend echtgenoot, ofwel twee jaar praktijkervaring voltijds als loontrekkende in de landbouw- of tuinbouwsector;
- 6° een CESS buiten een landbouw- of tuinbouworientatie of het gelijkwaardige diploma erkend door een Lidstaat van de Europese Unie alsook een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding van het type B of het door de Duitstalige of Vlaamse Gemeenschap uitgereikte opleidingsgetuigschrift voor landbouwers, of een aanvullend beroepsopleidingsgetuigschrift voor landbouwers uitgereikt aan het einde van een programma van minstens honderd vijftig uren, aangevuld met ofwel twee jaar praktijkervaring in hoofdberoep als medewerker of meewerkend echtgenoot, ofwel twee jaar praktijkervaring voltijds als loontrekkende in de landbouw- of tuinbouwsector;

Bij gebrek aan een kwalificatie bedoeld in het eerste lid, heeft de jonge landbouwer een voldoende kwalificatie als hij :

- 1° over een praktijkervaring van minstens vijf jaar beschikt, hetzij in hoofdberoep als medewerker, meewerkend echtgenoot, hetzij voltijds als loontrekkende in de landbouw- of tuinbouwsector en;
- 2° houder is van één van de volgende getuigschriften :
 - a. een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding van het type B;
 - b. een door de Duitstalige of Vlaamse Gemeenschap uitgereikte opleidingsgetuigschrift voor landbouwers;
 - c. een aanvullend beroepsopleidingsgetuigschrift voor landbouwers uitgereikt aan het einde van een programma van minstens honderd vijftig uren.

Art. 7. § 1. De minimumdrempel van levensvatbaarheid bedoeld in artikel 25, eerste lid, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 wordt bereikt wanneer de inkomsten per AE bij aanvang van het ondernemingsplan niet negatief zijn en wanneer de infrastructuur operationeel zijn;

De maximumdrempel bedoeld in artikel 25, eerste lid, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 wordt nageleefd wanneer de inkomsten per AE bij aanvang van het ondernemingsplan niet meer dan vijftigduizend euro bedragen.

De drempel van levensvatbaarheid bedoeld in artikel 25, eerste lid, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 wordt bereikt wanneer de inkomsten per AE aan het einde van het ondernemingsplan ten minste gelijk is aan vijftienduizend euro.

§ 2. De minimumdrempel bedoeld in artikel 25, eerste lid, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 bedraagt vijftientwintig duizend euro. Overeenkomstig artikel 25, derde lid, van hetzelfde besluit, bedraagt de drempel echter twaalfduizend vijfhonderd euro als het ondernemingsplan de verwerking en de afzet met rechtstreekse verkoop voorziet van de productie van het bedrijf.

De maximumdrempel bedoeld in artikel 25, eerste lid, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 bedraagt achthonderd duizend euro.

Afdeling 2. — De selectiecriteria

Art. 8. § 1. Overeenkomstig artikel 28, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, onderzoekt het betaalorgaan de criteria betreffende de aanvrager om over te gaan tot de selectie van de steunaanvragen voor de installatie.

De notering toegekend in functie van de criteria betreffende de aanvrager verschilt naar gelang van :

- 1° de praktische ervaring, hetzij minder dan zes maanden, hetzij gelijk aan of hoger dan 6 maanden en minder dan 12 maanden, hetzij gelijk aan of hoger dan 12 maanden en minder dan 24 maanden, hetzij 24 maanden of meer;
- 2° het aantal stagedagen bedoeld in de artikelen 6 tot 12 van het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 ter uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw of in het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 27 mei 1993 betreffende de opleiding en de bijscholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn, hetzij meer dan 20 werkdagen en minder dan 40 werkdagen, hetzij gelijk aan of hoger dan 40 werkdagen en minder dan 60 werkdagen, hetzij 60 werkdagen of meer;
- 3° het aantal prestatiedagen via een vervangdienst in de landbouw is hetzij lager dan 2 maanden, hetzij gelijk aan of hoger dan 2 maanden en minder dan 4 maanden, hetzij gelijk aan of hoger dan 4 maanden en minder dan 6 maanden, hetzij hoger dan of gelijk aan 6 maanden;
- 4° de relevantie van zijn project t.o.v. de doelstellingen van het Waals programma voor plattelandsontwikkeling.

Het aantal punten toegekend aan deze criteria wordt bepaald in bijlage 1, hoofdstuk I.

De dagen bedoeld in de punten 2° en 3° van het eerste lid zijn niet cumulatief.

Voor de toepassing van het tweede lid is het cijfer geldig als de aanvrager in aanmerking komt voor de steun en minstens 25 percent van het bedrijf bezit.

§ 2. Overeenkomstig artikel 28, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, is de minimale notering om een steun voor de vestiging te krijgen 15 punten.

*HOOFDSTUK IV. — Steun voor de investering**Afdeling 1 — De subsidiabiliteitscriteria*

Art. 9. Overeenkomstig artikel 33, lid 5, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, is de minimumdrempel van levensvatbaarheid bedoeld in artikel 33, eerste lid, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 bereikt als de inkomsten per AE vóór investering niet negatief zijn. De maximumdrempel bedoeld in artikel 33, eerste lid, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 wordt nageleefd wanneer de inkomsten per AE lager zijn dan of gelijk zijn aan vijftigduizend euro.

Overeenkomstig artikel 33, lid 6, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, is de drempel van levensvatbaarheid bedoeld in artikel 33, eerste lid, 7°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 bereikt als de inkomsten per AE na investering minstens gelijk zijn aan vijftienduizend euro.

Art. 10. § 1. Overeenkomstig artikel 41 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, komen voor een aanvrager, natuurlijke of rechtspersoon, alleen de volgende investeringen uitgevoerd op het landbouwbedrijf in aanmerking :

- 1° de aankoop van nieuw materieel bestemd voor de ontwikkeling of de oprichting van een land- of tuinbouwactiviteit, met inbegrip van de eerste verwerking van de landbouwproducten en de verkoop van landbouwproducten;
- 2° de bouw, aankoop of renovatie van onroerende goederen;
- 3° de bouw, aankoop of renovatie van onroerende goederen en de aankoop van nieuw materieel om hernieuwbare energie te produceren, met inbegrip van de biomethanisatie, in hoeveelheden beperkt tot het eigen verbruik;
- 4° de inrichtingen die een vermindering van de emissies van vervuilende landbouwgasen mogelijk maken;
- 5° de installatie van systemen voor de filtering van de ventilatielucht in de dierengebouwen, alsook hun ventilatiesystemen met gemengde lucht;
- 6° de uitvoeringswerken voor de winning van grondwater bij de vestiging van een nieuw veegebouw en op voorwaarde dat er geen leiding van distributiewater beschikbaar is en dit in samenhang met de beheersplannen van de waterhulpbronnen in het kader van Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid en dat deze monsterneming het voorwerp uitmaakt van een toestemming die een winningsvolume vermeldt en dit in samenhang met de beheersplannen van de waterhulpbronnen in het kader van Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;
- 7° de bouw, aankoop of renovatie van onroerende goederen en de aankoop van nieuw materieel dat specifiek is voor de productie van biobrandstoffen of vloeibare biomassa met producten of bijproducten van de landbouwactiviteit in hoeveelheden beperkt tot het eigen verbruik;
- 8° de waarnemings- en waarschuwingssystemen in het kader van de geïntegreerde bestrijding;
- 9° de aanpassing van de gebouwen, met inbegrip van de uitrustingen binnen, die bestaan om te voldoen aan de EU normen overeenkomstig de paragrafen 5 en 6 van artikel 17 van verordening (EU) nr.1305/2013.

Wat betreft de punten 2°, 3° en 6°, komt de aankoop van een gebouw niet in aanmerking tussen de leden van dezelfde partner in de zin van artikel 1, 13° en 14° van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015.

Art. 11. Overeenkomstig artikel 41 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 komen, voor een CVGL, uitsluitend de volgende investeringen in aanmerking :

- 1° de aankoop van nieuw materiaal dat nodig is voor de productie, het vervoer, de tractie, de behandeling of de oogst van de producties van de partners van de CVGL;
- 2° de bouw, aankoop of renovatie van onroerende goederen die dienen om het materieel van de CVGL te herbergen.

Wat betreft punt 2°, komt de aankoop van een gebouw niet in aanmerking tussen de leden van eenzelfde partner in de zin van artikel 1, 13° en 14° van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015.

Art. 12. Overeenkomstig artikel 41 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 komen, voor een CVAV, uitsluitend de volgende investeringen in aanmerking :

- 1° de aankoop van nieuw materieel dat nodig is voor het vervoer, de behandeling, de opslag, de verwerking of de afzet van de producties van de partners van de CVAV;
- 2° de bouw, aankoop of renovatie van onroerende goederen die hetzij worden gebruikt voor de opslag, verwerking en afzet van de producties van de partners van de CVAV, hetzij om het materieel van de CVAV te herbergen.

Wat betreft punt 2°, komt de aankoop van een gebouw niet in aanmerking tussen de leden van eenzelfde partner in de zin van artikel 1, 13° en 14° van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015.

Art. 13. Overeenkomstig artikel 43 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 moet een investering betrekking hebben op een minimaal bedrag van 5.000 euro om in aanmerking te komen. Het maximale bedrag dat in aanmerking komt voor de investering bedraagt 350.000 euro.

Afdeling 2. — Selectiecriteria

Art. 14. Eenzelfde landbouwer kan uitsluitend twee steunaanvragen voor investering indienen per selectieperiode.

Art. 15. § 1. Overeenkomstig artikel 44, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, onderzoekt het betaalorgaan criteria met betrekking tot de aanvrager, het bedrijf en de investering om de selectie van de steunaanvragen voor investering te verrichten.

§ 2. Het cijfer toegekend aan de aanvrager bedraagt 10 punten als ten minste één van de natuurlijke personen minder dan veertig jaar oud is op de datum van de indiening.

Het cijfer is geldig als de natuurlijke persoon die tot de partner behoort in aanmerking komt voor de steun en minstens 25 percent van het bedrijf bezit.

§ 3. Het cijfer toegekend in functie van de criteria betreffende het bedrijf verschilt naar gelang van het feit dat :

- 1° het bedrijf volledig, gedeeltelijk of geenszins bestemd is voor de biologische productie;
- 2° het bedrijf al dan niet bestemd is voor de productie van producten van gedifferentieerde kwaliteit;
- 3° het bedrijf gelegen is in een gebied dat aan een bijzondere milieudruk onderhevig is;
- 4° het percentage van oppervlakte in blijvend grasland hetzij lager is dan 50, hetzij hoger dan of gelijk aan 50;
- 5° het bruikbare landbouwoppervlakte van het gezinsbedrijf per AE hetzij lager is dan 60 hectaren, hetzij hoger dan of gelijk aan 60 hectaren;
- 6° het bedrijf zijn teelten varieert, met een minimum van vijf speculaties.

Het aantal punten toegekend aan deze criteria wordt in bijlage 1, hoofdstuk II, 1°, bepaald.

§ 4. Het cijfer toegekend in functie van de investering verschilt volgens de lage, gemiddelde of hoge waarde die aan de investering wordt toegekend.

De waarde van de investeringen wordt in bijlage 3 bepaald.

Overeenkomstig artikel 44, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, bedraagt de minimale notering om een steun voor investering te krijgen 7,5 punten.

Art. 16. § 1. In afwijking van artikel 15, wanneer de aanvrager een coöperatieve vennootschap is, wordt het cijfer toegekend in functie van de volgende criteria :

- 1° het aantal partners die in aanmerking komen in de coöperatieve vennootschap is hetzij lager dan vier, hetzij gelijk aan of hoger dan vier en lager dan zes, hetzij hoger dan of gelijk aan zes;
- 2° alle partners die in aanmerking komen :
 - a. hebben de stappen ondernomen voor de melding van het geheel van hun activiteit in de biologische landbouw bij een controleorgaan dat erkend is overeenkomstig artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 en;
 - b. zijn gecertificeerd bij een controleorgaan bij de betaling.

Het aantal punten toegekend aan deze criteria wordt in bijlage 1, hoofdstuk III, 1°, bepaald.

§ 2. Het cijfer toegekend in functie van de investering verschilt volgens de lage, gemiddelde of hoge waarde die aan de investering wordt toegekend.

De waarde van de investeringen wordt in bijlage 3 bepaald.

§ 3. Voor de CVAV wordt een cijfer van 5 of 0 toegekend naargelang de investering een al dan niet innoverend karakter heeft.

Overeenkomstig artikel 44, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, bedraagt de minimale notering om een steun voor investering te krijgen 12,5 punten.

Art. 17. Overeenkomstig artikel 45 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 wordt, voor de programmeringsperiode 2014-2020, de gecumuleerde bovengrens van de investeringssteun en van de steun voor niet-agrarische diversificatie, op tweehonderd duizend euro vastgesteld.

Afdeling 3. — Het niveau van de steun

Art. 18. Voor de natuurlijke of rechtspersonen met uitsluiting van de CVGL en de CVAV wordt de steun samengesteld uit een kapitaalsubsidie dat een percentage van het bedrag van de in aanmerking komende investering vertegenwoordigt. Dit percentage bestaat uit een basispercentage van 10 percent verhoogd met de eventuele volgende verhogingen :

- 1° 10 percent als een natuurlijke persoon van minder dan 40 jaar die tot de partner behoort in aanmerking komt voor de steun en minstens 25 percent van het bedrijf bezit;
- 2° 10 percent als de investering in ketens past van erkende kwaliteitsproducten of in een keten van de biologische landbouw;
- 3° 10 percent als de investering zeer gunstig is voor een evolutie van het bedrijf naar meer duurzaamheid;
- 4° 5 percent als de investering gunstig is voor een evolutie van het bedrijf naar meer duurzaamheid;
- 5° 5 percent als het bedrijf 5 verschillende teelten heeft;
- 6° 5 percent als de aanvrager gelegen is in een gebied dat aan een bijzondere milieudruk onderhevig is;
- 7° 2,5 percent als het bruikbare landbouwoppervlakte van het bedrijf per AE lager is dan 60 ha;
- 8° 2,5 percent als het bedrijf minstens de helft van zijn bruikbare landbouwoppervlakte als blijvend grasland gebruikt.

De voorwaarde vermeld in punt 3° wordt vervuld als de investering in bijlage 3 wordt aangegeven en de letter "H" bevat in de kolom "Waarde voor de natuurlijke personen".

De voorwaarde vermeld in punt 4° wordt vervuld als de investering in bijlage 3 wordt aangegeven en de letter "M" bevat in de kolom "Waarde voor de natuurlijke personen".

Het aantal punten toegekend aan de criteria bedoeld in het eerste lid wordt in bijlage 2 bepaald.

Art. 19. Voor de CVGL wordt de steun samengesteld uit een kapitaalsubsidie dat een percentage van het bedrag van de in aanmerking komende investering vertegenwoordigt. Dit percentage bestaat uit een basispercentage van 20 percent verhoogd met de eventuele volgende verhogingen :

- 1° 10 percent als de investering zeer gunstig is voor een evolutie van het bedrijf naar meer duurzaamheid;
- 2° 5 percent als de investering gunstig is voor een evolutie van het bedrijf naar meer duurzaamheid;
- 3° 5 percent als het aantal landbouwers hoger is dan 6;
- 4° 2,5 percent als het aantal landbouwers tussen 4 en 6 ligt.

De voorwaarde vermeld in punt 1° wordt vervuld als de investering in bijlage 3 wordt aangegeven en de letter "H" bevat in de kolom "Waarde voor de coöperatieve vennootschappen".

De voorwaarde vermeld in punt 2° wordt vervuld als de investering in bijlage 3 wordt aangegeven en de letter "M" bevat in de kolom "Waarde voor de coöperatieve vennootschappen".

Het aantal punten toegekend aan de criteria bedoeld in het eerste lid wordt in bijlage 2 bepaald.

Art. 20. Voor de CVAV wordt de steun samengesteld uit een kapitaalsubsidie dat een percentage van het bedrag van de in aanmerking komende investering vertegenwoordigt. Dit percentage bestaat uit een basispercentage van 20 percent verhoogd met de eventuele volgende verhogingen :

- 1° 10 percent als de investering zeer gunstig is voor een evolutie van het bedrijf naar meer duurzaamheid;
- 2° 5 percent als de investering gunstig is voor een evolutie van het bedrijf naar meer duurzaamheid.
- 3° 5 percent als het aantal landbouwers hoger is dan 6;
- 4° 2,5 percent als het aantal landbouwers tussen 4 en 6 ligt.

De voorwaarde vermeld in punt 1° wordt vervuld als de investering in bijlage 3 wordt aangegeven en de letter "H" bevat in de kolom "Waarde voor de natuurlijke personen".

De voorwaarde vermeld in punt 2° wordt vervuld als de investering in bijlage 3 wordt aangegeven en de letter "M" bevat in de kolom "Waarde voor de natuurlijke personen".

Het aantal punten toegekend aan de criteria bedoeld in het eerste lid wordt in bijlage 2 bepaald.

*HOOFDSTUK V. — Steun voor niet-agrarische diversificatie**Afdeling 1. — Subsidiabiliteit van de investeringen*

Art. 21. § 1. Overeenkomstig artikel 47, vijfde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2015, komen in aanmerking voor de steun voor niet-agrarische diversificatie in een landelijk gebied, de investeringen die op het bedrijf worden uitgevoerd en die betrekking hebben op :

- 1° de aankoop van nieuw materiaal bestemd voor de voortzetting, de ontwikkeling of de schepping van een niet-agrarische diversificatie-activiteit, met inbegrip van de verwerking en de verkoop op de hoeve van niet-agrarische producten uit het bedrijf, met inbegrip van de informatica-uitrustingen i.v.m. deze investeringen;
- 2° de bouw en de inrichting vastgelegd in een onroerend goed bestemd voor de niet-agrarische diversificatie, met inbegrip van de verwerking en de verkoop op de hoeve van niet-agrarische producten uit het bedrijf.

Wat betreft punt 2°, wordt het aantal investeringen beperkt tot de opvangcapaciteit van de activiteit.

De aankoop van een gebouw komt niet in aanmerking tussen de leden van eenzelfde partner in de zin van artikel 1, 13° en 14° van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015.

§ 2. Onverminderd artikel 3, overeenkomstig artikel 47, vijfde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, komen de investeringen voor de bouw en de aankoop van gebouwen i.v.m. een project van agrotourisme niet in aanmerking.

Afdeling 2. — Selectiecriteria

Art. 22. Eenzelfde landbouwer kan uitsluitend twee steunaanvragen voor investering indienen per selectieperiode.

Art. 23. § 1. Overeenkomstig artikel 44, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, onderzoekt het betaalorgaan de criteria met betrekking tot de aanvrager, het bedrijf en de investering om de selectie van de steunaanvragen voor investering in de niet-agrarische diversificatie te verrichten.

§ 2. Het cijfer toegekend aan de aanvrager bedraagt 10 punten als ten minste één van de natuurlijke personen minder dan veertig jaar oud is.

Het cijfer is geldig als de natuurlijke persoon die tot de partner behoort in aanmerking komt voor de steun en minstens 25 percent van het bedrijf bezit.

§ 3. Het cijfer toegekend in functie van de criteria betreffende het bedrijf verschilt naar gelang van het feit dat :

- 1° het bedrijf volledig, gedeeltelijk of geenszins bestemd is voor de biologische productie;
- 2° het bedrijf al dan niet bestemd is voor de productie van kwaliteitsproducten;
- 3° het bedrijf gelegen is in een gebied dat aan een bijzondere milieudruk onderhevig is;
- 4° het bruikbare landbouwoppervlakte van het gezinsbedrijf per AE hetzij lager is dan 60 hectaren, hetzij hoger dan of gelijk aan 60 hectaren;

Het aantal punten toegekend aan de criteria bedoeld in het eerste lid wordt in bijlage 1, hoofdstuk IV bepaald.

§ 4. Overeenkomstig artikel 44, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, bedraagt de minimale notering om een steun voor investering te krijgen 2,5 punten.

Art. 24. Voor de natuurlijke of rechtspersonen met uitsluiting van de CVGL en de CVAV wordt de steun samengesteld uit een kapitaalsubsidie dat een percentage van het bedrag van de in aanmerking komende investering vertegenwoordigt. Dit percentage bestaat uit een basispercentage van 20 percent verhoogd met de eventuele volgende verhogingen :

- 1° 10 percent als een jonge landbouwer die tot de partner behoort in aanmerking komt voor de steun en minstens 25 percent van het bedrijf bezit;
- 2° 10 percent als de investering in een keten past van de biologische landbouw of in ketens van erkende kwaliteitsproducten;
- 3° 5 percent als de aanvrager gelegen is in een gebied dat aan een bijzondere milieudruk onderhevig is;
- 4° 2,5 percent als het bruikbare landbouwoppervlakte van het bedrijf per AE lager is dan 60 ha;

Het aantal punten toegekend aan de criteria bedoeld in het eerste lid wordt in bijlage 2 bepaald.

HOOFDSTUK VI. — Bijkomende steun voor de investering in de verwerking en de afzet van landbouwproducten of de ontwikkeling van landbouwproducten, alsook voor de investering voor de ondernemingen in de sector van de eerste houtverwerking

Art. 25. § 1. Overeenkomstig artikel 58, § 2, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2015, komen de volgende investeringen in aanmerking :

- 1° de aankoop van nieuw materiaal dat nodig is voor de verwerking en de afzet van de producties van de partners van de CVAV;
- 2° de bouw, aankoop of renovatie van onroerende goederen op voorwaarde dat ze nuttig zijn voor de producties van de partners van de CVAV;
- 3° de bouw, aankoop of renovatie van onroerende goederen die nodig zijn voor het materieel van de CVAV.

Wat betreft de punten 2° en 3°, komt de aankoop van een gebouw niet in aanmerking tussen de leden van eenzelfde partner in de zin van artikel 1, 13° en 14° van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015.

§ 2. Overeenkomstig artikel 58, § 2, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2015, komen de volgende investeringen niet in aanmerking :

- 1° de aankoop van grond, eenjarige planten, dieren, alsook tweedehands materiaal;
- 2° het huren van grond, gebouwen en materieel;
- 3° de eenvoudige vervangingsverrichting;
- 4° de irrigatie, de waterwinningen en de drainering van landbouwgronden;
- 5° de belastingen;
- 6° de studiekosten en de erelonen van de architect, de notaris, de revisor, en de landmeter.

Art. 26. § 1. Overeenkomstig artikel 58, § 3, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, komen de volgende investeringen in aanmerking :

- 1° de aankoop van nieuw materiaal dat nodig is voor de verwerking en de afzet van de producties van de ondernemingen;
- 2° de bouw, aankoop of renovatie van onroerende goederen die voor de opslag en de verwerking van landbouw- of houtproducten worden gebruikt, alsook voor de afzet van de producties van de onderneming;
- 3° de bouw, aankoop of renovatie van onroerende goederen die dienen om het materieel van de onderneming te herbergen;
- 4° de bijkomende investeringen i.v.m. de uitgaven bedoeld in de punten 2° en 3° binnen de twaalf percent grens van deze kosten.

Wat betreft de punten 2° en 3°, komt de aankoop van een gebouw niet in aanmerking tussen de leden van eenzelfde partner in de zin van artikel 1, 16° en 17° van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015.

De bijkomende investeringen bedoeld in punt 4° zijn de erelonen van de architect, de bezoldigingen van ingenieurs en adviseurs, alsook de kosten i.v.m. de haalbaarheidsstudies, de aankoop van brevetten en het verkrijgen van licenties.

§ 2. Overeenkomstig artikel 58, § 3, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2015, komen de volgende investeringen niet in aanmerking :

- 1° de investeringen die vooral betrekking hebben op de kleinhandel of de groothandel, alsook de investeringen van de distributiesector en zijn dochterondernemingen;
- 2° de aankoop van grond en de kosten die ermee verbonden zijn;
- 3° de aankoop van gebouwen zonder verbetering van de structuur;
- 4° de verfraaiings- of vrijetijdsactiviteiten;
- 5° de investeringen betreffende woningen of delen van woningen zoals de conciërgewoningen;
- 6° de aankoop van meubilair en kantoorbenodigdheden;
- 7° de herstellingen en onderhoudswerken;
- 8° de aankoop van tweedehands materiaal;
- 9° de vervanging van een ander materiaal dat reeds toebehoort aan de onderneming door een nieuw materiaal dat identiek of soortgelijk is;
- 10° de belastingen;
- 11° de vervoermiddelen die geen deel uitmaken van de activiteit.

Overeenkomstig artikel 61 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 wordt het maximumbedrag van de bijkomende steun toegekend aan eenzelfde begunstigde voor de programmeringsperiode 2014-2020, op vijfhonderd duizend euro vastgesteld.

HOOFDSTUK VII. — Garantie

Art. 27. Het brutosubsidie-equivalent van de garantie bedoeld in artikel 71 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 wordt berekend volgens de methode omschreven in de volgende bepalingen.

Art. 28. Overeenkomstig artikel 5, § 4, c), i), van Verordening nr. 702/2014, en de Mededeling van 20 juni 2008 van de Commissie betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun in de vorm van garanties, komt het brutosubsidie-equivalent overeen met : de som van jaarlijkse subsidie-equivalenten berekend volgens artikel 29 voor elk jaar waarin de garantie wordt toegekend, geactualiseerd overeenkomstig artikel 32.

Art. 29. De jaarlijkse subsidie-equivalent komt overeen met de jaarlijkse safe-harbour-premie vermeld in artikel 30 vermenigvuldigd door het totaal van de bedragen die effectief gedekt zijn tijdens het betrokken jaar, berekend overeenkomstig artikel 31.

Art. 30. Overeenkomstig de Mededeling van 20 juni 2008 van de Commissie betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun in de vorm van garanties, zoals rechtgezet door de Rectificatie van 25 september van de mededeling van de Commissie betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun in de vorm van garanties, wordt de jaarlijkse safe harbour-premie omschreven volgens de kredietkwaliteit, volgens de volgende tabel :

Kredietkwaliteit	Jaarlijkse safe harbour-premie
Hoogste kwaliteit	0,4 %
Zeer sterke betalingscapaciteit	0,55 %
Sterke betalingscapaciteit	0,8 %
Toereikende betalingscapaciteit	2 %
Betalingscapaciteit gevoelig voor ongunstige omstandigheden	3,8 %
Betalingscapaciteit dreigt in het gedrang te komen door ongunstige omstandigheden	6,3 %

In afwijking van het eerste lid, voor een bedrijf zonder kredietverleden of waarvan de rating op grond van een balansbenadering wordt bepaald, wordt de safe harbour-premie op 3,8 % bepaald. Deze premie kan nimmer lager zijn dan de premie die voor de moederonderneming of moederondernemingen zou gelden.

Art. 31. Het totaal van de bedragen die effectief gedekt zijn door de garantie tijdens het betrokken jaar komt overeen met de som van de volgende elementen :

- 1° het gewaarborgd kapitaal, verminderd overeenkomstig artikel 70 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, berekend op de eerste dag van de betrokken jaarlijkse periode;
- 2° het interestensaldo berekend op de eerste dag van de betrokken jaarlijkse periode, overeenkomstig de overeenkomst, naar rato van het kapitaalsaldo dat gewaarborgd blijft;
- 3° de jaarlijkse interesten tegen de wettelijke rentevoet van het betrokken jaar berekend naar rato van het saldo dat gewaarborgd blijft, berekend op de eerste dag van de betrokken jaarlijkse periode;
- 4° de kredietkosten naar rato van het kapitaalsaldo dat gewaarborgd blijft, berekend op de eerste dag van de betrokken jaarlijkse periode, met uitsluiting van de kosten betaald vóór de toekenning van de kredietfondsen.

Art. 32. De jaarlijkse subsidie-equivalenten van andere jaren dan het eerste jaar worden volgens de volgende berekening geactualiseerd :

$$ESAA = ESA \times (1 + \text{disconteringspercentage})^x$$

Waarin :

- 1° ESA is de jaarlijkse subsidie-equivalent van het betrokken jaar;
- 2° ESAA is de geactualiseerde jaarlijkse subsidie-equivalent;

3° het disconteringspercentage is de laatste Euribor-rentevoet op 1 jaar bekendgemaakt door de Nationale Bank van België op de dag van de toekenning van de garantie, verhoogd met 100 punten, overeenkomstig de Mededeling van de Europese Commissie van 19 januari 2008 over de herziening van de methode waarmee de referentie- en disconteringspercentages worden vastgesteld;

4° X is het aantal volledige jaren die afgelopen zijn sinds de toekenning van de garantie.

Art. 33. Overeenkomstig artikel 65, § 6, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015, wordt de overeenkomstige tabel van de kredietkwaliteit in bijlage 4 vastgelegd.

Namen, 10 september 2015.

R. COLLIN

BIJLAGE 1

HOOFDSTUK I. — *Punten toegekend aan de selectiecriteria betreffende de aanvrager voor vestigingssteun*

Ervaring* (M = maand)	Punten
M<6	0
6<=M<12	10
12<=M<24	15
M<=24	20
Stage* (S = werkdagen)	Punten
20<S<40	15
40<=S<60	30
S>=60	45
Prestaties in vervangdienst (M = maand)	Punten
M<2	2
2<=M<4	5
4<=M<6	10
M<=6	15
Relevantie van het project	Relevantie van het project
Niet relevant	0
Relevant	5
Zeer relevant	10

HOOFDSTUK II. — *Selectiecriteria betreffende de investeringssteun*

1° Punten toegekend aan de criteria i.v.m. het bedrijf

BIO bedrijf	Punten
Nee	0
Gedeeltelijk	2,5
Geheel	5
Bedrijf kwaliteitsproducten	Punten
Nee	0
Ja	2,5
Bedrijf in een gebied dat aan een bijzondere milieudruk onderhevig is	Punten
NEE	0
JA	5
Blijvend grasland (X = het percentage oppervlakte in blijvend grasland)	Punten
X<50	0
X<=50	2,5
Gezinsbedrijf (X=SAU/UT)	Punten
X<60	2,5
X>=60	0
Gewasdiversificatie	Punten
NEE	0
JA	5

2° Punten toegekend aan de criteria i.v.m. de investering

Omvang van de investering zoals vermeld in bijlage 3	Punten
Laag	5
Gemiddeld	10
Hoog	12,5

HOOFDSTUK III. — *Selectiecriteria betreffende de coöperatieve vennootschappen*

1° Punten toegekend aan de criteria i.v.m. de aanvrager

Aantal leden van de coöperatieve	Punten
$X < 4$	0
$4 \leq X < 6$	5
$X \geq 6$	12,5
Alle leden van de coöperatieve die in de biologische landbouw zijn gecertificeerd	Alle leden van de coöperatieve die in de biologische landbouw zijn gecertificeerd
NEE	0
JA	5

2° Punten toegekend aan de criteria i.v.m. de investering

Omvang van de investering zoals vermeld in bijlage 3	Punten
Laag	12,5
Gemiddeld	17,5
Hoog	22,5

HOOFDSTUK IV. — *Selectiecriteria betreffende de niet-agrarische diversificatie*

BIO bedrijf	Punten
Nee	0
Gedeeltelijk	2,5
Geheel	5
Bedrijf kwaliteitsproducten	Punten
Nee	0
Ja	2,5
Bedrijf in een gebied dat aan een bijzondere milieudruk onderhevig is	Punten
NEE	0
JA	5
Gezinsbedrijf ($X = \text{SAU/UT}$)	Punten
$X < 60$	2,5
$X \geq 60$	0

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 10 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector.

Namen, 10 september 2015

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

BIJLAGE 2

HOOFDSTUK I. — *Verhoging voor de natuurlijke of rechtspersonen met uitsluiting van de CVGL en de CVAV bedoeld in artikel 18*

Leeftijd	Punten
$X < 40$	10
$X > 40$	0
Bio of kwaliteitsproducten	Punten
NEE	0
JA	10
Duurzaamheid	Punten
Gunstig	5
Zeer gunstig	10
Gewasdiversificatie	Punten
$X < 4$	0
$X \geq 5$	5
Bedrijf in een gebied dat aan een bijzondere milieudruk onderhevig is	Punten
NEE	0
JA	5
Blijvend grasland (X = het percentage oppervlakte in blijvend grasland)	Punten
$X < 50$	0
$X \geq 50$	2,5
Gezinsbedrijf ($X = SAU/UT$)	Punten
$X < 60$	2,5
$X \geq 60$	0

HOOFDSTUK II. — *Verhoging voor de CVGL bedoeld in artikel 19*

Duurzaamheid	Punten
Gunstig	5
Zeer gunstig	10
Aantal leden van de coöperatieve	Punten
$X < 4$	0
$4 < X < 6$	2,5
$X \geq 6$	5

HOOFDSTUK III. — *Verhoging voor de CVAV bedoeld in artikel 20*

Duurzaamheid	Punten
Gunstig	5
Zeer gunstig	10
Aantal leden van de coöperatieve	Punten
$X < 4$	0
$4 < X < 6$	2,5
$X \geq 6$	5

HOOFDSTUK IV. — *Verhoging voor de natuurlijke of rechtspersonen met uitsluiting van de CVGL en de CVAV bedoeld in artikel 23*

Leeftijd	Punten
X <= 40	10
X > 40	0
Bio of kwaliteitsproducten	Punten
NEE	0
JA	10
Bedrijf in een gebied dat aan een bijzondere milieudruk onderhevig is	Punten
NEE	0
JA	5
Gezinsbedrijf (X=SAU/UT)	Punten
X < 60	2,5
X >= 60	0

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 10 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector.

Namen, 10 september 2015.

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

BIJLAGE 3

De waarde van de investeringen wordt verdeeld als volgt :

Waarde voor de natuurlijke personen	Waarde voor de coöperatieve vennootschappen	Subsidiabele investering	Omschrijving
X	X	Drinkbak type waterschaal in niet prioritair gebied	Bak van minsten 1m ³ waterbevoorrading inbegrepen (max 1 drinkbak per schijf van 3 hectaren)
X	X	Drinkbak type waterschaal in prioritair gebied	Bak van minsten 1m ³ waterbevoorrading inbegrepen (max 1 drinkbak per schijf van 3 hectaren)
H	H	Toebehoren	Bijkomend werktuig voor de basismachine (telescopische heftruck, tractor, uitkuilmachine,...) banden, velgen en rupsbanden uitgesloten
H	F	Aankoop van gebouwen	Aankoop van de eigendom, de blote eigendom, het vruchtgebruik, de agrarische opleg van een gebouw
X	X	Aankoop van vee	Aankoop van vee op factuur - komt niet in aanmerking
M	X	Verbetering van de omgeving	Binnenplaats, weg, subsidiabel landschap als de stedenbouwkundige vergunning iets oplegt
H	X	Grondverbetering	Oprichting met de toelating van de winning van waterputten onder de voorwaarde van de vestiging van een nieuw veegebouw en op voorwaarde dat er geen leiding van distributiewater beschikbaar is.
H	H	Tuinbouwinrichtingen	Gebouw met uitrusting voor het wassen, de verpakking, de opslag vóór het in de handel brengen

Waarde voor de natuurlijke personen	Waarde voor de coöperatieve vennootschappen	Subsidiabele investering	Omschrijving
H	H	Inrichting van gebouwen	Inrichting, renovatie, modernisering van elk beroepsgebouw
X	X	Drinkbak type weidepomp in niet prioritair gebied	Weidepomp waterbevoorrading inbegrepen (max 1 drinkbak per schijf van hectare)
X	X	Drinkbak type weidepomp in prioritair gebied	Weidepomp, waterbevoorrading inbegrepen (max 1 drinkbak per schijf van hectare)
M	M	Hooikerder enkel/dubbel	Enkel, dubbel, frontaal, achterin, gedragen of gesleept
H	M	Graanpletmachine	Kneuzer voor veevoeder
F	H	Zelfrijdende aardappelrooier	
M	H	Aardappelrooier	
M	H	Bieten/cichoreirooier	
F	H	Zelfrijdende bieten/cichoreirooier	
M	H	Oraapwagen	
X	X	Dekzeil	Dekzeil type toptex - komt niet in aanmerking
M	M	Transportband	Voor de oogst of de opslag van goederen
F	F	Verplaatsbare bascule	
M	M	Bouw van een landbouwgebouw (multifunctioneel)	Gebouw met minstens 2 doeleinden (vb : Opslagloods met veeteelt)
X	X	Aankoop van gebouwen (vestiging)	In het kader van de vestiging, aankoop van de eigendom, de blote eigendom, het vruchtgebruik, de agrarische opleg van een gebouw
F	M	Laadbak/Aanhangwagen	Standaard, hydraulisch, met één of meerdere rompen, met hefinrichting of zonder hefinrichting
H	H	Verplaatsbare bascule	
H	H	Veewagen	Standaard of hydraulisch
H	H	Wiedmachine/Draaiende schoffelmachine/ Mechanische onkruidwieder	
M	H	Borstel/Veegborstel	Om de omgeving of de weg te reinigen (zelfrijdend of manueel)
X	X	Brucellose	
M	H	Aanaardwerktuig	Wortel, aardappel, asperge
M	H	Aanhangwagen voor silage	
X	X	Sorteermachine	Eieren, fruit en groenten BAT
H	X	Compacte lader/grupreiniger	Verschillend van schilshop, schaffer, gearticuleerd
X	X	Frontale lader	ACCES
F	H	Zelfrijdende bieten/ cichoreilader	
M	H	Ploeg	schijven, scharen
F	X	Bouw stal fokpaarden	
X	X	Blijvende omheining in niet prioritair gebied	

Waarde voor de natuurlijke personen	Waarde voor de coöperatieve vennootschappen	Subsidiabele investering	Omschrijving
X	X	Blijvende omheining in prioritair gebied	
M	H	Verschillende werktuigen	Inzaaien, oogst, onderhoud
X	X	Verpakkingsmateriaal	BAT
F	M	Mestcontainer	Volume hoger dan in een mesttank, men kan verschillende mesttanks ter plaatse bevoorraden
H	F	Verplaatsbare box	
H	X	Vaste box	Met of zonder regelingsstelsel
F	F	Oogstcontainer/Pallox	
X	X	Eerste vestiging (oprichting)	
F	M	Bosmaaier	Met ketting of hamer
M	H	Stoppelploeg	Getande, met schijven, shizzel (frontaal, achterin)
H	H	Bodemverluchter/Woeler	Getande
M	H	Verplaatsbare reiniger	Aardappel, bieten
H	F	Afwikkelmachine	
H	H	Foelie en dekzeil afroller	Voor de silo's, de hopen bieten en de bescherming van de gewassen
F	F	Schommelende chemische wiedzmachine	
H	M	Kuilvoersnijder	Verdeler, zelfrijdend,...
X	X	Mechanische wiedzmachine	BINEU
H	H	Thermische wiedzmachine/loofklapper met gas	
M	H	Aardappelreiniger	
F	X	Niet-agrarische diversificatie/Dienstprestatie	Box voor paarden met dienstprestatie
M	M	Machine om koeiendrek uit te spreiden	
H	H	Topper	
M	M	Ontbladeraar	Voor de bieten
M	H	Verpakkingsmachine/Bindmachine	
H	X	Hernieuwbare energie voor beroepsdoeleinden	Biometh 10, Biomethanisatie < 10kW, Fotovoltaïsch, Windenergie, ... Voor eigen verbruik
X	X	Hernieuwbare energie voor beroepsdoeleinden en overtollig	De vestigingen met doorverkoop van de energie komen niet in aanmerking
F	H	Zelfrijdende ensileermachine	
F	F	Ensileermachine	
M	H	Materiaal onderhoud tuinbouwteelten	Snoeischaar, elevator, gondel,...
M	M	Mestspreider	
M	M	Meststrooimachine	
M	M	Siloverspreider	
H	X	Uitrusting koeienstal	Veeteelt, vetmesting, melk, gemengd
H	X	Uitrusting stal fokpaarden	

Waarde voor de natuurlijke personen	Waarde voor de coöperatieve vennootschappen	Subsidiabele investering	Omschrijving
H	X	Uitrusting stal kleinvee BIO of gedifferentieerde kwaliteit	Gevogelte,...Alles behalve runderen, varkens, paarden en hun derivaten BIO of gedifferentieerde kwaliteit
H	X	Uitrusting stal kleinvee	Alles behalve runderen, varkens, paarden en hun derivaten
H	X	Uitrusting varkensstal BIO of gedifferentieerde kwaliteit	Veeteelt of vetmesting BIO of gedifferentieerde kwaliteit
H	X	Uitrusting varkensstal	Veeteelt of vetmesting
H	X	Uitrusting serres	
H	X	Bouw stal voor runderen	Veeteelt, vetmesting, melk, gemengd
X	X	Etikettermachine	BAT
M	M	Hooimachine/Schudder	
M	M	Frontale/laterale maaima-chine	Met messen
M	H	Maaier-kneuzer	
F	H	Zelfrijdende maaier-kneuzer	
M	M	Weidebloter/Grondbreker	Met schijven
X	X	Materieel voor fertigatie	BAT
M	H	Bouw koelruimte	Koelkamer/opslaghal met aiconditi-oning
H	X	Toerisme op de hoeve	
H	H	GPS/Geleidingssysteem/Precisielandbouw	
F	F	Kraan	
F	M	Opslagloods en berplaats mate-rieeel	
H	H	Onkruiddeg	
M	H	Roterende eg	
M	H	Eg	Vibrocultivator, met kam, niet-bewegende eg (gedragen of frontaal)
X	X	Eerste vestiging : Aankoop van vee (opvulling)	Aankoop van vee op factuur tijdens de 12 eerste maanden
X	X	Eerste vestiging : Aankoop van materieel (opvulling)	Aankoop van nieuw materieel op fac-tuur tijdens de 12 eerste maanden
F	F	Onroerend goed	
M	M	Electronisch/informatica mate-rieeel voor beroepsdoeleinden	
X	X	Tweede fase vestiging	
X	X	Eerste vestiging (overname)	
F	H	Integraal bieten/cichorei	
X	X	Irrigatiemateriaal	
F	M	Vorkhefwagen/Klark	
H	X	Functionele melkstal, melkin-stallatie en koeler	Carrousel, melkrobot, melktank/koeler
X	X	Wasmachine	BAT
X	X	Mankracht voor het aanleggen van een omheining in niet-prioritair gebied	

Waarde voor de natuurlijke personen	Waarde voor de coöperatieve vennootschappen	Subsidiabele investering	Omschrijving
X	X	Mankracht voor het aanleggen van een omheining in prioritair gebied	
X	X	In overeenstemming brengen van de opslagaccommodatie	
H	F	Mengmachine	
H	F	Zelfrijdende mengmachine	
F	F	Verplaatsbare mestmixer	
F	F	Roerend goed	
M	H	Maaidorser	
X	X	Gondel	ENTRH
H	X	Kalveren hokken	Aankoop van een partij
X	X	Werktuigen	Materiaal voor de werkplaats, hoge drukreiniger, generator, lasapparaat, compressor...
H	F	Zelfrijdende stroverspreider	
H	F	Stroverspreider	
X	X	Palletstapelaar	BAT
H	X	Pedagogische of sociale hoeve	
F	F	Graafmachine/Bulldozer	
X	X	Weegbak	BAT
H	X	Bouw stal kleinvee BIO of gedifferentieerde kwaliteit	Gevogelte,...Alles behalve runderen, varkens, paarden en hun derivaten BIO of gedifferentieerde kwaliteit
H	X	Bouw stal kleinvee	Gevogelte, ...Alles behalve runderen, varkens, paarden en hun derivaten
M	X	Beplantingen	
M	H	Plantmachine	
M	H	Aardappelpoter	
H	H	Velgen en banden lage druk	
X	X	Dubbele velgen en bandenmontage	
F	M	Weegbrug	
H	X	Bouw varkensstal BIO of gedifferentieerde kwaliteit	Veeteelt of vetmesting BIO of gedifferentieerde kwaliteit
H	X	Bouw varkensstal	Veeteelt of vetmesting
M	H	Balenpers	Rond, vierkantig, kleine balen, met of zonder messen, met of zonder draad
X	X	Verwerking of afzet van zuivelproducten	Melkcrisis (L2)
M	X	Beschermingssysteem tegen vorst en slecht weer	Anti-hagelnet
M	H	Zelfrijdende spuitmachine	
M	H	Spuitmachine	
M	H	Materieel voor tuinbouwogst	
X	X	Opstelling van het plan	
F	M	Platte aanhangwagen	
M	H	Materieel voor uitplanting in de tuinbouw	

Waarde voor de natuurlijke personen	Waarde voor de coöperatieve vennootschappen	Subsidiabele investering	Omschrijving
X	X	Latere overname van het bedrijf	Overname onder overeenkomst van een buitenbedrijf
M	H	Zwadkeerder	
H	X	Robot om de stal te reinigen	
X	X	Rotovator/Frees	HERRO
M	H	Rol/Vorenpakker	
M	H	Rijenzaaimachine/ multi-granen	Met graangewassen
M	H	Precisiezaaimachine/ één graan	Maïs, bieten, cichorei,...
H	H	Zaaimachine zonder te ploegen	
M	X	Verplaatsbare serre	Tunnel
H	X	Bouw van serre	
F	X	Openbare dienstprestatie	Zout, sneeuwopruiming, onderhoud van de openbare hagen
H	X	Verplaatsbare silo	
H	X	Torensilo/vultrechter	
X	X	Woeler	DECOM
X	X	Opslag van mest	MCIS
X	X	Opvolging van de uitvoering van het plan	
H	H	Automatisch systeem voor het regelen van de druk in de banden	
X	X	Vorenpakker	ROULE
M	X	Melktaxi	
H	M	Telescopische heftruck	Zelfrijdende heftruck met een telescopische arm die al dan niet beweegt
X	X	Aankoop van grond	Aankoop van grond op akte
H	H	Mengmesttank met chassis/ oprit/injector	
F	F	Watervat	
M	H	Mengmesttank met pallet/ schommelend	
M	H	Tractor	
X	X	Verplaatsbare melkmachine	BAT
X	H	Vervoer	Vervoer grondstof en eindproduct (vrachtwagen,...)
H	X	Verwerking richtsnoer 3 : agrarische diversificatie	Bouw en inrichting van een gebouw met : Boter, yoghurt,...
H	X	Verwerking richtsnoer 3 : niet-agrarische diversificatie	Bouw en inrichting van een gebouw met : bakkerij, ijs, koekjes en deegwaren
X	X	Sorteermachine	BAT
M	X	Bedrijfsvoertuigen	Voertuig voor de rechtstreekse verkoop (koelbestelwagen,...) - behalve 4x4 en quad
H	X	Rechtstreekse verkoop agrarische diversificatie	Boter, yoghurt,...
H	X	Rechtstreekse verkoop niet-agrarische diversificatie	Restaurantbedrijf, bakkerij, ijs, koekjes en deegwaren

Waarde voor de natuurlijke personen	Waarde voor de coöperatieve vennootschappen	Subsidiabele investering	Omschrijving
X	X	Vibrocultivator/Cultivator	DECHA

Verklaring :

X : nihil

F : laag

M : gemiddeld

H : hoog

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 10 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector. Namen, 10 september 2015.

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme en Sportinfrastructuren, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

BIJLAGE 4

De overeenkomstige tabel van de kredietkwaliteit bedoeld in artikel 65, § 6, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector wordt als volgt bepaald :

Kredietkwaliteit	Standard & Poor's	Fitch	Moody's
Hoogste kwaliteit	AAA AA+ AA AA-	AAA AA+ AA AA-	Aaa Aa1 Aa2 Aa3
Zeer sterke betalingscapaciteit	A+ A A-	A+ A A-	A1 A2 A3
Sterke betalingscapaciteit	BBB+ BBB BBB- BB+	BBB+ BBB BBB- BB+	Baa1 Baa2 Baa3 Ba1
Toereikende betalingscapaciteit	BB BB-	BB BB-	Ba2 Ba3
Betalingscapaciteit gevoelig voor ongunstige omstandigheden	B+ B	B+ B	B1 B2
Betalingscapaciteit dreigt in het gedrang te komen door ongunstige omstandigheden	B-	B-	B3
Betalingscapaciteit afhankelijk van aanhoudend gunstige omstandigheden	CCC+ CCC CCC- CC	CCC+ CCC CCC- CC C	Caa1 Caa2 Caa3
In of bijna in een situatie van wanbetaling	SD D	DDD DD D	Ca C

De tabel bedoeld in het eerste lid verwijst naar de ratingklassen van de ratingbureaus die het vaakst gebruikt worden door de banksector en laat aan de erkende kredietinstelling toe om de overeenstemming van de kredietkwaliteit met haar eigen ratingsysteem te evalueren.

Er wordt geen rating vereist van de kredietaanvrager door de ratingbureaus vermeld in de tabel bedoeld in het eerste lid.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 10 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector. Namen, 10 september 2015.

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme en Sportinfrastructuren, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN